

La Gérance dans les Sociétés à Responsabilité Limitée

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 16 Mai 1938, à 14 heures

PAR

Ahmad ASSAYECH

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. RIPERT, Professeur

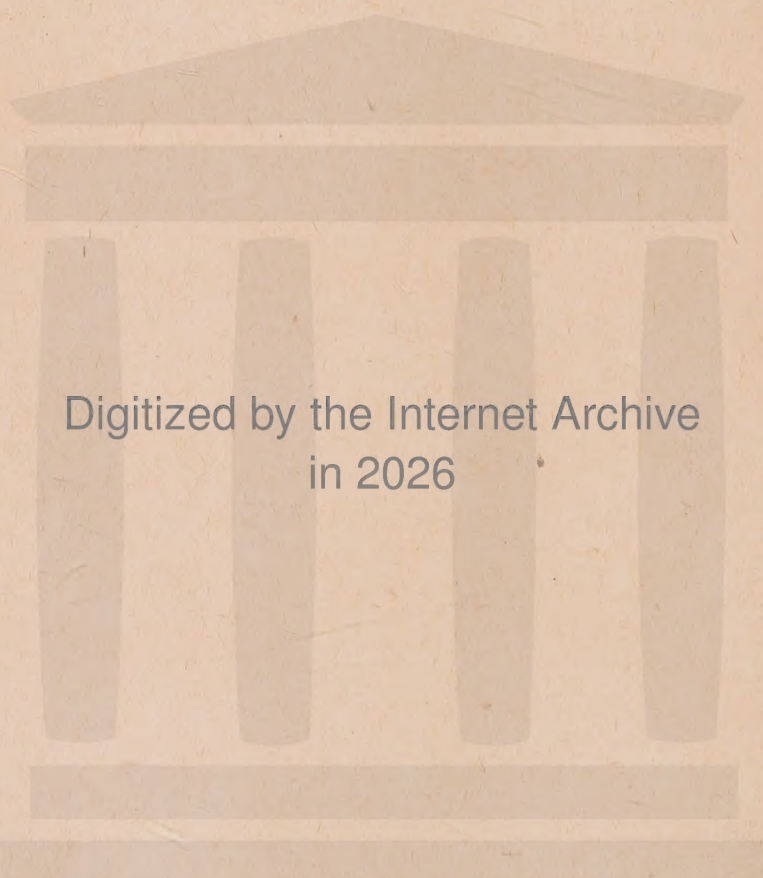
Suffragants : MM. MAURICE PICARD, Professeur
CASSIN, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR

289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1938



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552024_0039

La Gérance dans les Sociétés à Responsabilité Limitée

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 16 Mai 1938, à 14 heures

PAR

Ahmad ASSAYECH

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. RIPERT, Professeur

Suffragants : MM. MAURICE PICARD, Professeur
CASSIN, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR

289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1938

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

L'article 529 du Code Civil déclare que les parts d'associés sont des meubles encore que la société soit propriétaire d'immeubles. Si celle-ci a un capital consistant en immeubles, on dit que les associés ont un simple droit personnel qui est qualifié par l'article sus-cité du droit mobilier. Qu'en résulte-t-il ? Il en résulte que la société a un patrimoine propre. Celui-ci comporte des droits et des obligations. Or, si la société a des droits et des obligations, elle jouit certainement d'une personnalité. Cette personnalité n'est pas celle du droit commun. Elle est le résultat de spéculations de notre esprit. C'est pour cela qu'on l'appelle la personnalité juridique. Elle lui est même conférée le jour de sa constitution.

Comment s'exteriorise cette personne morale ? Elle se manifeste par des actes juridiques. De qui émanent ces derniers ? Ils émanent de la société qui est une personne juridique et par sa définition même un être abstrait. Il en résulte qu'elle est frappée par la force même des choses d'incapacité d'exercice. De plus, de par sa nature, elle n'est pas susceptible de volonté, donc la société ne peut accomplir aucun acte juridique. Que faire devant une objection si décisive ? En effet, la volonté figure parmi les conditions nécessaires à la conclusion des actes juridiques (art. 1108 du Code Civil). Comment réalise-t-elle donc son but ? Elle le fait à l'aide d'un organe concret : l'organe de gestion.

La S.A.R.L. n'échappe pas à cet organe nécessaire. Elle ne peut s'en dispenser, qu'il y ait plus ou moins de 20 associés. Cet organe de gestion se compose d'une ou de plusieurs personnes physiques. La S.A.R.L. ne peut agir que par l'intermédiaire de celle-ci ou de celles-ci. En d'autres termes, celles-ci assurent la vie journalière de la société. Ces personnes physiques sont prévues par l'alinéa 1^{er} de l'art. 24 de la loi organique de la S.A.R.L. du 7 Mars 1925.

On peut se demander, quelle est la nature des fonctions dévolues à ces personnes physiques. Cela dépend de la façon dont on les envisage. Celles-ci peuvent être considérées sous deux aspects selon qu'on les envisage dans les rapports internes ou les rapports externes.

On entend par rapports internes, les relations que les associés peuvent avoir les uns avec les autres. Pour tout ce qui concerne les rapports internes, ces personnes physiques ne sont que les mandataires des associés (1). Notre assertion est évidente. En effet, on relève la qualification de mandataire dans l'alinéa 1^{er} de l'art. 24 de la loi du 7 mars 1925. Elle est même soutenue par l'alinéa 2 de ce même article. Ce dernier alinéa prescrit que ces personnes physiques ont tous les pouvoirs, sauf stipulation contraire dans les rapports internes. Ces personnes physiques dont les pouvoirs dépendent des associés ne peuvent être que mandataires. Par ailleurs les représentants des personnes capables ne peuvent porter d'autre qualification. Il en est ainsi parce que celles-là tiennent leurs pouvoirs des associés.

(1) Voir en ce sens : M. Copper Royer, les S.A.R.L. en droit français, 1931, page 202.

Au contraire les rapports externes supposent des relations que la Société peut avoir avec des tiers. Pour tout ce qui concerne les rapports externes, ces personnes physiques sont les représentants légaux de la société (2). Cette dernière présente une très forte analogie avec le mineur. Comme celui-ci, elle est incapable et manque de discernement et de volonté. Par la force même des choses, elle a besoin de protection. La loi remédie à l'incapacité du mineur en lui nommant un tuteur. Elle remédie à celle de la société en lui nommant des représentants. Ceux-ci offrent une grande analogie avec le tuteur. En effet, ces représentants possèdent certains traits du tuteur. Celui-ci dirige le patrimoine d'un mineur. Ceux-là administrent la fortune d'une S.A. R.L. Le tuteur est une nécessité au mineur. Il en est de même des représentants de la S.A.R.L. Le tuteur est nommé d'office au mineur. N'en est-il pas de même en ce qui concerne les représentants de la S.A.R.L. ? Dans l'espèce les représentants sont nommés par les associés à la société. Ceux-là tiennent leurs pouvoirs comme le tuteur de la loi. Les pouvoirs du tuteur ne peuvent être limités. Il en est de même des pouvoirs des représentants de la S.A.R.L. En effet, les dispositions qui concernent les pouvoirs dans les deux cas sont d'ordre public. Il est certain que le tuteur est le représentant légal du pupille. Que dire des représentants de la S.A. R.L. ? Nous savons que les représentants d'un incapable ne peuvent être mandataires. Or n'étant pas mandataires, ils ne peuvent être que représentants légaux. Notre thèse a un appui solide dans l'alinéa 2 de l'art. 24 de la loi du 7 Mars 1925. Cet alinéa

(2) Voir en ce sens : M. Copper Royer, ouvrage précité, page 202.

exprime que les mandataires ont tous les pouvoirs, et toute limitation contractuelle de ceux-ci est sans effet au point de vue externe. Que peuvent bien être les mandataires dont les pouvoirs ne peuvent être limités ? Ils sont certainement et franchement parlant des représentants légaux. Cette distinction n'est pas une particularité de la S.A.R.L. Elle a cours dans toute société de capitaux. Seulement elle est plus vivante dans la S.A.R.L.

Ces personnes physiques qui expriment la volonté de l'être moral s'intitulent gérants (alinéa 3 de l'art. 24 de la loi du 7 Mars 1925). Jusqu'à la loi du 7 Mars 1925, ce terme était réservé et aux administrateurs des sociétés en nom collectif et à ceux des sociétés en commandite simple. Franchement parlant, l'expression de gérant n'est pas heureuse. Elle prête à une grave confusion. En effet, les gérants d'une société de personnes s'engagent solidairement et indéfiniment en même temps que la société. Au contraire ceux d'une S.A.R.L. n'engagent que cette dernière (3). Cette expression mal choisie est due à l'initiative de la société des études législatives. Concluons seulement que la nature des fonctions des gérants s'approche infiniment plus de celle des administrateurs que de celle des gérants des sociétés de personnes. En effet, le texte primitif porte l'expression d'administrateur. Cette dernière a été écartée, car réservée aux membres du conseil ou collègue investi des fonctions délibératives (4). Il est fâcheux que l'on n'ait pas trouvé un autre nom.

La gérance organisée par la loi du 7 Mars 1925

(3) Voir en ce sens : M. Ripert, Cours de droit commercial, 1934-1935, page 884.

(4) Voir en ce sens : Bulletin de la société des études législatives de 1921, pages 114 et surtout 178.

soulève les questions les plus diverses. Les critiques et les dérogations au droit commun y sont nombreuses. Nous décelons les critiques et les dérogations dans les divers chapitres du sujet comme il suit :

- I. — Qui peut être gérant ;
- II. — La nomination du ou des gérants ;
- III. — La cessation des fonctions du ou des gérants ;
- IV. — Les pouvoirs du ou des gérants ;
- V. — La responsabilité du ou des gérants ;
- VI. — La conclusion.

CHAPITRE PREMIER

QUI PEUT ETRE GÉRANT

La solution est prévue par l'alinéa 1^{er} de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925. Cet alinéa laisse quant au choix des gérants la plus entière liberté aux associés. D'après lui, les S.A.R.L. sont gérées par des mandataires associés ou non associés.

D'après la disposition proprement dite, les gérants peuvent être pris parmi les associés. Il en est souvent ainsi. Cela va de soi. En effet, le devoir de mener à bien la société incombe en premier lieu aux associés. Il n'est pas nécessaire qu'ils soient propriétaires d'un certain nombre de parts sociales. Ils peuvent être de telle profession, métier, famille, groupement, corporation, telle entreprise.

Au cours des travaux préparatoires, il avait été envisagé de refuser l'admission à la gérance à toute personne non associée. D'après le texte, ils peuvent être pris en dehors d'eux. Mais le choix d'un gérant non associé n'est pas fréquent. C'est là, une innovation considérable dans une société de capitaux. Elle présente une utilité pratique incontestable. Elle a pour but de remédier à la nécessité où peut se trouver une société de famille ; de faire appel à un non associé, pour diriger avec compétence, l'entreprise sociale après la disparition de son fondateur. De plus, elle a pour but de contrarier le moins possible les habitudes des provinces conquises. En effet, la législation allemande appliquée en Alsace-

Lorraine ignorait les clauses stipulant que les gérants devaient être choisis parmi les associés. Par ailleurs, elle permet à la société de s'assurer le concours de ceux qui ne veulent pas entrer dans la société, à cause des lourdes responsabilités qui pèsent sur les associés par application des art. 8 et 10 de la loi du 7 Mars 1925. Enfin elle a pour but de satisfaire les sans ressources compétents et les capitalistes incapables.

Les mandataires associés ou non associés peuvent être des personnes physiques.

Les mandataires associés ou non associés peuvent-ils être des personnes morales ?

En l'absence de toute disposition prohibitive ou restrictive de la loi, on doit considérer enfin que les sociétés civiles ou commerciales peuvent en tant que personnes morales devenir gérantes d'une S.A. R.L. Il serait arbitraire en présence des termes généraux de l'alinéa 1^{er} de l'art. 24, de réserver l'existence de ces fonctions aux seules personnes physiques à l'exclusion des collectivités jouissant de la personnalité juridique (1).

Une société n'ayant pas d'existence réelle et ne pouvant agir personnellement, les fonctions du gérant de la S.A.R.L. seraient exercées par un de ses représentants.

S'il s'agit d'une société en nom collectif ou en commandite, ce représentant sera le gérant ou l'un des gérants investi à cet effet d'une délégation spéciale.

S'il s'agit d'une société anonyme, il est pratiquement impossible que le conseil d'administration tout entier de la société exerce les fonctions du gé-

(1) Voir en ce sens : MM. Pic et Bâratin, des S.A.R.L., 1929, page 296.

rant. Dans ce cas il appartient au conseil de déléguer un de ses membres pour exercer ces fonctions en son nom.

Ces mandataires associés ou non associés, physiques ou moraux, peuvent être français ou étrangers.

Ces mandataires ont-ils la qualité légale de commerçant ?

D'après une première opinion, les gérants ont la qualité légale de commerçant. Ceux-ci sont en réalité des associés en nom collectif qui ont limité leurs risques. Il en est ainsi à cause du caractère de société de personnes qu'est le caractère fondamental de la S.A.R.L. (2).

Cette opinion comporte peu de partisans. Elle manque complètement de solidité. En effet, elle est inexacte de par son fondement et ses conséquences.

Elle prétend que le caractère de société de personnes est le caractère fondamental des S.A.R.L. Ce point de départ est peut-être exact dans une petite S.A.R.L. Il n'est pas rigoureusement exact dans une grande S.A.R.L. Il constitue seulement une vraie partie prise pour arriver à un résultat subjectif. Il spéculer sur le résultat favorable d'une divergence irrésolue. En effet, il y a une vive discussion sur le vrai caractère de la S.A.R.L. Il est vrai que celle-ci comporte certains caractères de société de personnes. Il ne faut pas négliger qu'elle comporte aussi certains traits de société anonyme.

Ce point de départ, supposé exact, ne peut encore attribuer le caractère légal de commerçant aux gérants de la S.A.R.L. Pour qu'il en soit ainsi, il

(2) Voir en ce sens : MM. Auger et Michel, traité et formulaire des S.A.R.L., 1929, page 2, fascicule 717

faut que ceux-ci répondent solidairement et indéfiniment sur leurs biens du passif social. Nous savons que ce n'en est pas le cas.

L'opinion est encore laconique, même en supposant que *l'intuitus personæ* suffit pour attribuer la qualité légale de commerçant aux gérants de la S.A.R.L. En effet, elle n'affirme celle-ci qu'à l'égard des gérants associés de la S.A.R.L. Mais nous savons que les gérants peuvent être pris parmi les non associés. Or, ce n'est pas résoudre le problème que de le poser.

L'opinion contraire a l'adhésion presque unanime des auteurs. En effet, la S.A.R.L. commerciale, par sa forme même, est mandante. Les gérants sont de simples mandataires de celle-là. Ils ne contractent aucune obligation personnelle. Il en est ainsi, car ils ne font pas d'opérations commerciales en leur propre nom. Ils n'engagent donc nullement leur fortune. Ils agissent au nom et pour le compte de la société mandante. Il faut déduire donc qu'ils n'ont pas la qualité légale de commerçant (3).

Les gérants n'étant pas commerçants peuvent être choisis parmi les incapables de faire le commerce. Les mineurs émancipés, candidats à la gérance, n'ont pas besoin d'avoir l'âge exigé par l'article 2 du Code de Commerce. Ils n'ont pas non plus, besoin de l'autorisation formulée et prévue par ce même article. Les femmes mariées peuvent de-

(3) Voir en ce sens : M. Piot, traité théorique et pratique des S.A.R.L., 1926, page 36 ; Tribunal de Commerce de la Seine, 14 Janvier 1927. Dalloz, recueil juridique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine en matière civile, commerciale et criminelle, administrative et de droit public de 1928, 2^e partie, page 26.

venir gérantes. Elles n'ont pas besoin du consentement exigé par l'art. 4 du code de Commerce.

L'alinéa 1^{er} de l'art. 24 de la loi du 7 Mars 1925 ne formule aucune règle particulière quant à la capacité exigée pour pouvoir être gérant. Toutefois, il y a certaines restrictions à cette possibilité et les voici :

- A. — Nécessité de la capacité de s'obliger ;
- B. — Ne pas être déchu du droit de gérer ;
- C. — Certaines incompatibilités ;
- D. — Les restrictions statutaires.

A. — Nécessité de la capacité de s'obliger

La S.A.R.L. est gérée par un ou plusieurs mandataires associés ou non associés (alinéa 1^{er} de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925). Ceux-ci sont responsables, conformément aux règles de droit commun, individuellement ou solidairement suivant les cas, envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux dispositions de la présente loi, soit des violations des statuts, soit des fautes commises par eux dans leur gestion (art. 25 de la loi du 7 Mars 1925). Pour qu'il en soit ainsi, ils doivent avoir la capacité de s'obliger contractuellement (4).

Celle-ci fait défaut chez les personnes se trouvant dans certaines conditions. Ces personnes peuvent en acquérir. Pour voir la façon d'acquisition, nous envisageons les incapables et nous consacrons un paragraphe à chacun d'eux.

(4) Voir en ce sens : M. Drouets, *Traité théorique et pratique des S.A.R.L.*, 1927, page 259.

a) *La femme mariée.* — La femme mariée a le plein exercice de sa capacité civile (alinéa 1^{er} du nouvel art. 215 du C. Civ.). Elle peut donc sans autorisation maritale devenir gérante. Dans ce cas, elle répond de ses fautes contractuelles : sur ses biens réservés, sur la pleine propriété de ses paraphernaux sous le régime dotal, sur la pleine propriété de ses biens sous le régime de la séparation de bien, sur la nue propriété de ses biens propres sous le régime de communauté et celui exclusif de communauté. Toutefois sous ces deux derniers, elle répond sur la pleine propriété de ses biens propres si elle est munie de l'autorisation maritale. De plus, sous le régime de communauté, les biens communs et les biens propres du mari sont aussi engagés.

b) *Le mineur émancipé.* — Le mineur émancipé expressément ou tacitement à 15 ou à 18 ans, a une capacité beaucoup trop restreinte pour pouvoir s'obliger par contrat. Celle-ci résulte de l'article 481 du Code Civil. Elle est franchement exceptionnelle. En principe, le mineur émancipé, non autorisé de son conseil de famille, n'a pas la capacité de s'obliger contractuellement. Il ne peut, par conséquent, sans autorisation, devenir gérant. Il a la capacité de s'obliger par contrat avec l'autorisation de son conseil de famille. Il peut donc avec cette autorisation devenir gérant. Il nous semble que cette autorisation doit être soumise à l'homologation du Tribunal. En effet, le mandat que va recevoir le mineur émancipé ressemble par ses conséquences graves aux actes prévus par l'article 484 du Code Civil.

c) *Le mineur tout court.* Le mineur tout court n'a pas la capacité de s'obliger par contrat (*a contrario* de l'alinéa 1^{er} de l'art. 450 du Code Civil). En effet,

il est représenté légalement par son tuteur (alinéa 1^{er} de l'art. 450 du Code Civil). Il ne peut même pas être autorisé à s'obliger contractuellement. Il en est ainsi, car l'autorisation est contraire à la conception même de la tutelle qui veut dire représentation légale obligatoire. Il en résulte que le mineur simple ne peut d'aucune façon devenir gérant,

d) *L'interdit judiciaire*. — L'interdit judiciaire ressemble énormément, quant à sa capacité et à la façon dont il est représenté, au mineur non émancipé (art. 509 du Code Civil). La solution réservée à ce dernier lui est donc de plein droit applicable.

e) *L'individu pourvu d'un conseil judiciaire*. — L'individu pourvu d'un conseil judiciaire a une capacité très restreinte de s'obliger par contrat. Celle-ci résulte de l'absence de textes. En principe, la personne pourvue d'un conseil judiciaire, non assistée de son conseil, n'a pas la capacité de s'obliger contractuellement (*a contrario* de l'art. 513 du Code Civil). Il ne peut par conséquent devenir gérant. Il la possède avec l'assistance de son Conseil. Il peut par conséquent avec l'assistance de son conseil devenir gérant. En pratique, l'individu pourvu d'un conseil judiciaire assisté même de ce dernier, n'est jamais choisi comme gérant.

B. — *Ne pas être déchu du droit de gérer*

L'alinéa 1^{er} de l'art. 24 de la loi du 7 Mars 1925 est extrêmement libéral. D'après cet alinéa tous les individus peuvent être gérants. Ceux-ci doivent avoir la capacité de s'obliger (al. 1^{er} de l'art. 24 et l'art. 25 de la loi du 7 Mars 1925). Celle-ci est la seule condition exigée des gérants. Ils n'ont pas à justifier

de leur honorabilité et de leur compétence. Pourtant celles-ci étaient revendiquées depuis la loi du 24 Juillet 1867. En effet, elles sont nécessaires chez les administrateurs des biens d'autrui. Le législateur de 1925 aurait dû saisir l'occasion de les faire aboutir. Malheureusement elles ne retinrent pas son attention. Elles passèrent comme tant d'autres questions sous silence.

Cette négligence comporte un grave inconvénient. En effet, elle permit l'admission à la gérance de tous les individus de toutes conditions. Or, tous les individus ne présentent pas des garanties. Certains d'entre eux manquent complètement de scrupules. Ils ne méritent, par conséquent, nullement la confiance. En fait, ils confirmèrent notre manière de voir en dépouillant certaines S.A.R.L. Il y en a d'autres qui ne présentent aucune compétence. Ceux-ci ruinèrent à leur tour certaines autres S.A.R.L. On pouvait poursuivre les premiers pénalement, à titre d'abus de confiance, ou autres. On pouvait actionner les uns et les autres en responsabilité civile (art. 25 de la loi du 7 Mars 1925). Seulement il ne faut pas perdre de vue que ces actions forment des mesures d'ordre répressif. Or, celles-ci intimident les autres malhonnêtes et incompetents, mais ne placent jamais les choses en état.

Ce mal s'aggrava de jour en jour. Cela n'empêcha pas qu'il dura des années. Le public se sentit menacé dans son existence. Il demanda non sans exigence une protection effective. Le législateur se rendit compte de la justesse de sa méfiance et intervint en sa faveur. Cette intervention se traduisit sous la forme d'une mesure d'ordre préventif. Celle-ci s'enveloppe dans une loi du 19 juin 1930.

L'économie générale de cette loi consiste dans l'exigence implicite d'honorabilité. Celle-ci est né-

cessaire chez tous les candidats se proposant de devenir gérants de S.A.R.L. s'occupant des opérations bancaires. Désormais, ne peuvent être gérants des dites sociétés, ceux qui ne remplissent pas cette condition. Cette déchéance est prévue à l'alinéa 1^{er} de l'art. 1^{er} de la loi du 19 Juin 1930.

Elle s'applique de plein droit à certains individus. Ceux-ci sont désignés à l'art. 1^{er} de la loi du 19 Juin 1930. Ils comprennent : tout condamné définitif pour crime de droit commun, pour vol, pour abus de confiance, pour escroquerie ou pour délit puni par les lois des peines de l'escroquerie, pour soustraction commise par dépositaire public, pour extorsion des fonds ou valeurs, pour émission de mauvaise foi de chèques sans provision, pour atteinte au crédit de l'Etat, pour recel des choses obtenues à l'aide de ces infractions (alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi du 19 juin 1930), pour tentative ou complicité des infractions ci-dessus (alinéa 2 de l'art. 1^{er} de la loi du 19 Juin 1930) et les faillis non réhabilités (alinéa 3 de l'art. 1^{er} de la loi du 19 Juin 1930).

Elle doit être prononcée contre certains individus, ceux-ci sont prévus par l'art. 2 de la loi du 19 juin 1930. Ils comprennent : les condamnés par une juridiction étrangère pour une infraction constituant d'après la loi française un des crimes ou des délits spécifiés par l'art. 1^{er} de la loi du 19 Juin 1930 (alinéa 1^{er} de l'art. 2), les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée par une juridiction étrangère (alinéa 2 de l'art. 2).

Les premiers doivent être condamnés irrévocables, légaux et réguliers. Ils doivent être appelés en la chambre du conseil. Le tribunal compétent est le Tribunal Civil du domicile de ces individus. La demande d'application de la déchéance est intro-

duite par les soins du Ministère public (alinéa 1^{er} de l'art. 2 de la loi du 19 Juin 1930).

Pour les seconds, il faut que les jugements les déclarant en faillite aient été déclarés exécutoires en France. La demande d'application de la déchéance est introduite par les soins du Ministère public. Elle est de la compétence du Tribunal Civil du domicile des faillis (alinéa 2 de l'art. 2 de la loi du 19 Juin 1930).

Quiconque contrevient à la déchéance prononcée par les articles 1 et 2 de la loi du 19 Juin 1930 sera puni d'un emprisonnement de 6 mois au moins et de 2 ans au plus et d'une amende de 1.000 francs au moins et 10.000 francs au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement(alinéa 1^{er} de l'art. 3 de la loi du 19 Juin 1930).

Quiconque est condamné par application de l'alinéa 1^{er} de l'article 3 de la loi du 19 Juin 1930 ne pourra plus être gérant de la S.A.R.L. de banque qu'il gérât (alinéa 1^{er} de l'art. 4 de la loi du 19 Juin 1930). En cas d'infraction à cette interdiction, le délinquant et son employeur seront punis des peines portées à l'alinéa 1^{er} de l'art. 3 de la loi du 19 Juin 1930 ,et le tribunal pourra ordonner la fermeture de la dite société (alinéa 2 de l'art. 4 de la loi du 19 Juin 1930).

Quiconque est condamné par application de l'alinéa 1^{er} de l'article 3 de la loi du 19 Juin 1930 ne pourra plus être gérant d'autres S.A.R.L. de banque. En cas d'infraction à cette interdiction, le délinquant sera puni des peines prévues à l'alinéa 1^{er} de l'article 3 de la loi du 19 Juin 1930. Dans ce cas, le Tribunal peut ordonner, sur réquisition du Ministère public, la fermeture des dites sociétés (alinéa 2 de l'article 3 de la loi du 19 Juin 1930).

La procédure à suivre pour connaître les délin-

quants est prévue par l'article 5 de la loi du 19 Juin 1930. D'après cet article, le greffier du Tribunal de Commerce auquel est faite, en vertu de la loi du 19 Mars 1919, une déclaration tendant à l'immatriculation, ou comportant modification de celle-ci dans le registre du commerce, d'une S.A.R.L. de banque, doit, dans les 8 jours, transmettre au procureur de la République une copie sur papier libre de cette déclaration.

Cette copie, selon le cas, contient ou peut contenir le ou les noms du ou des gérants.

Le procureur de la République peut donc facilement s'éclairer sur le ou les titulaires de ce ou de ces noms. A cet effet, il requiert immédiatement le casier judiciaire de ce ou de ces derniers (alinéa 3 de l'art. 5 de la loi du 19 juin 1930). Il poursuit, si ce ou ces titulaires figurent parmi les personnes visées aux art. 1 et 2 de la loi du 19 Juin 1930.

Cette loi combla la lacune de celle du 7 Mars 1925, dans une certaine mesure. Elle continua à tolérer la gérance des S.A.R.L. non bancaires par des personnes malhonnêtes. Elle continua à tolérer la gérance de toute S.A.R.L. par des incompetents. Le mal exista donc toujours en grande partie. Le législateur y remédia par le décret-loi du 8 Mars 1935.

L'économie générale de ce dernier consiste dans l'exigence implicite d'honorabilité chez les candidats se proposant de devenir gérants des S.A.R.L. non bancaires. Ne peuvent pas être gérants des dites sociétés, ceux qui ne remplissent pas cette condition. Cette déchéance est prévue par l'alinéa 1^{er} de l'art. 6.

Celle-ci s'applique de plein droit à certains individus, c'est-à-dire aux personnes visées à l'art. 1^{er}

de la loi du 19 Juin 1930 et à celles punies de la peine de la banqueroute simple (art. 6).

La déchéance doit être prononcée contre certains individus : les personnes visées par l'art. 2 de la loi du 19 Juin 1930, plus celles punies de la peine de banqueroute simple (art. 7).

Quiconque contrevient à la déchéance prononcée suivant les articles 6 et 7 sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et deux ans au plus et d'une amende de 1.000 fr. au moins et de 10.000 fr. au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement (art. 8).

Quiconque est condamné par application de l'art. 8, ne pourra plus être gérant de la S.A.R.L. non bancaire qu'il gérât (alinéa 1^{er} de l'art. 9). En cas d'infraction à cette interdiction, le délinquant et son employeur sont punis des peines portées à l'article 8 (alinéa 2 de l'art. 9).

La déchéance du droit de gérer des S.A.R.L. de banque ou non n'est pas perpétuelle. Elle disparaît pour les condamnés, à la suite de la réhabilitation pénale. Elle disparaît pour les faillis par suite de la réhabilitation commerciale.

L'économie générale du décret consiste aussi dans l'exigence de compétence chez les candidats se proposant de devenir gérants des S.A.R.L. Ne peuvent être gérants des dites sociétés, ceux qui ne remplissent pas cette condition. Cette déchéance est prévue à l'article 10.

Celle-ci peut être prononcée contre les administrateurs ou les gérants ayant commis une faute lourde, dans les sociétés anonymes ou dans les S.A.R.L. mises en faillite après la publication du décret (art. 10). Ce peuvent être les administrateurs ou les gérants en fonction au moment de la déclaration de faillite. Ce peuvent être ceux en fonction

avant la déclaration en faillite. Cette dernière mesure nous semble s'imposer. Il serait autrement trop facile aux administrateurs et gérants gravement fautifs d'échapper à cette déchéance en renonçant à leur fonction quand la faillite leur paraît inévitable. L'article 20 du décret ne saurait être invoqué contre cette décision. En effet, celui-là règle non une question d'étendue d'application, mais une question de rétroactivité des dispositions du présent décret (5).

La déchéance peut être prononcée contre les administrateurs ou les gérants ayant commis une faute lourde, avant la publication du décret, dans les sociétés anonymes ou dans les S.A.R.L. déclarées en faillite après celle-ci. L'article 20 du décret, qui arrête que les prescriptions du présent décret sont applicables aux administrateurs et gérants des dites sociétés en fonction au moment de sa publication, commande cette solution (6).

Elle peut être prononcée contre les administrateurs ou les gérants ayant commis une faute lourde, dans les sociétés anonymes ou dans les S.A.R.L. mises en faillite avant la publication du décret : à condition qu'ils n'aient pas été remplacés dans leurs fonctions avant cette publication et que la procédure de faillite soit encore en cours au moment où la déchéance est demandée (art. 10 et 20) (7).

Elle ne peut être prononcée contre les administrateurs ou les gérants en faute lourde, qui auraient démissionné ou abandonné leurs fonctions avant la publication du décret, dans les sociétés anonymes ou dans les S.A.R.L. déclarées en faillite après celle-

(5) (6) (7) (8) Voir en ce sens : M. Amiaud, la Revue générale de droit de faillite et de liquidation judiciaire de 1936, pagés 27, 36 et 37.

ci. Le texte de l'article 20 ne permet pas sur ce point la rétroactivité aux dispositions du décret (8).

Cette déchéance comporte deux conditions. Elle nécessite d'abord la déclaration en faillite de la société anonyme ou de la S.A.R.L. Le fait que la société anonyme ou la S.A.R.L. serait en cessation de paiement ne suffirait donc pas. Il ne pourrait, par suite, être fait application, ici, de la théorie de faillite de fait, même par ceux qui en reconnaissent l'existence (article 10).

Elle exige ensuite l'existence des fautes lourdes à la charge des administrateurs ou des gérants des sociétés anonymes ou des S.A.R.L. Les fautes lourdes sont celles que n'aurait pas commises un administrateur, même peu diligent. Celles-ci peuvent être de simples manquements de gestion, avec ou sans caractère pénal. Elles doivent avoir une influence sur la faillite de la société. Elles doivent être sinon sa seule cause, du moins un de ses causes ; on ne discernerait pas autrement pourquoi la déchéance ne touche que les administrateurs et les gérants. Cette solution se présente comme le corollaire nécessaire de celle qui vient d'être donnée sur la possibilité de frapper de la déchéance les administrateurs ou les gérants n'étant pas en fonction au moment de la déclaration de faillite de la société (art. 10) (9).

Ces fautes lourdes sont relevées par les syndics de faillite. Ceux-ci en font un rapport au juge-commissaire. Celui-ci, à son tour, fait connaître le fait au président du Tribunal de Commerce qui a dé-

(9) Voir en ce sens : M. Amiaud, la *Revue générale de droit de faillite et de liquidation judiciaire* de 1936, page 27.

claré la faillite de la société. Ce dernier en informe le procureur de la République et saisit, s'il y a lieu, le Tribunal (art. 11).

L'article 11 envisage uniquement le cas où le Tribunal de Commerce se trouve ainsi saisi par son président en laissant toute liberté à celui-ci de mettre ou non en mouvement la procédure.

Faut-il en conclure que le Tribunal de Commerce ne peut être saisi autrement et qu'il appartient par suite au seul président du Tribunal d'apprécier souverainement si les faits sont suffisamment graves pour mettre en mouvement la procédure de la déchéance ?

Cette conclusion, si elle était exacte, pourrait présenter des inconvénients, spécialement dans les petits tribunaux de commerce. Les principes généraux de droit suffisent heureusement à la faire condamner. Le procureur de la République, malgré le silence du texte, doit se voir reconnaître, au même titre que le président du tribunal de commerce, le droit de saisir le tribunal de la procédure de déchéance. Le Ministère public, chaque fois que l'ordre public est intéressé, a compétence, aux termes de la loi du 20 Août 1810, pour assurer l'application de la loi devant toutes les juridictions de son ressort, même devant celles où il n'a pas de représentant attitré (10).

L'ordre public est incontestablement intéressé à ce qu'on reconnaisse au Ministère public, en cas de carence du président du tribunal de commerce, le droit de saisir ce tribunal d'une demande en déchéance de droit d'administrer contre les administrateurs des sociétés anonymes et contre les

(10) Voir en ce sens : M. Amiaud, la Revue générale de droit de faillite et de liquidation judiciaire de 1936, page 29.

gérants d'une S.A.R.L. en faillite, contre lesquels ont été relevées, par le syndic, des fautes lourdes ou même contre ceux contre lesquels le Ministère public aurait la possibilité de relever directement de pareilles fautes. On ne comprendrait d'ailleurs pas, s'il en était autrement, pourquoi le président du tribunal de commerce devrait informer le procureur de la République des fautes qui lui sont dénoncées par le juge-commissaire sur le rapport du syndic.

Le tribunal une fois saisi, les intéressés et le syndic sont invités à comparaître devant le tribunal par lettres recommandées, envoyées par le greffier 8 jours au moins à l'avance (art. 11). Les parties convoquées doivent comparaître en personne. Toutefois, en cas d'empêchement justifié, elles peuvent se faire remplacer par un mandataire de leur choix (alinéa 1^{er} de l'art. 12). Même quand elles comparaissent en personne, bien que le décret-loi ne le dise pas, elles peuvent se faire assister d'un avocat ou de toute autre personne.

Le tribunal statue en audience publique. Il entend les parties ou leurs représentants. Il apprécie souverainement la gravité de ces fautes (11). Il peut, soit prononcer la déchéance, soit la repousser, soit surseoir à statuer jusqu'à plus ample informé (alinéa 2 de l'art. 12).

Le jugement prononçant la déchéance est susceptible des voies de recours ordinaires contre les jugements rendus en matière de faillite. Il est par conséquent susceptible d'opposition, d'appel et de pourvoi en cassation (art. 14).

L'opposition ne peut évidemment appartenir qu'à la personne frappée de déchéance contre la-

(11) Voir à cet égard : Tribunal de Commerce de la Seine, 4 Août 1936, la Revue générale de droit de faillite et de liquidation judiciaire de 1936, page 642.

quellè une décision de déchéance aurait été prise par défaut pour non-comparution.

Le droit d'appel contre le jugement prononçant la déchéance ne peut appartenir qu'à la personne frappée de cette déchéance.

L'opposition doit être interjetée dans les 8 jours à compter du jugement (art. 852 du Code de Commerce).

L'appel doit être interjeté dans les 15 jours à compter du jugement (art. 582 du Code de Commerce).

Toutefois, pour les jugements soumis aux formalités de l'affichage et de l'insertion par extrait dans les journaux, ces délais courent des jours où ces formalités auraient été effectuées (art. 582 du Code de Commerce).

Le jugement prononçant la déchéance visée à l'article 10 est, par les soins du syndic, inséré par extrait dans les journaux tant du lieu où la faillite est déclarée, que du lieu du domicile de chacune des personnes contre lesquelles cette mesure a été ordonnée (art. 13).

Le jugement portant déchéance figure au casier judiciaire de l'intéressé. Il est porté sur le bulletin n° 2 et 3 (alinéa 1^{er} de l'art. 19).

Quiconque contrevient à la déchéance prononcée par l'article 10 sera puni des peines inscrites à l'article 10 (art. 17).

La déchéance prononcée aux termes de l'art. 10 n'est pas perpétuelle. Elle dure seulement 5 ans. A l'expiration de ce délai celui qui en est atteint peut demander le retrait (art. 18).

La demande doit être portée devant le tribunal de commerce, si c'est celui-ci qui a prononcé la déchéance (art. 18). Elle doit être portée devant la Cour d'Appel si c'est celle-ci qui a prononcé la dé-

chéance (art. 18). Il en est ainsi quand, sur l'appel du procureur général, la déchéance est prononcée. Le tribunal ou la Cour peut, soit accorder le retrait, soit le refuser.

Si le tribunal accorde le retrait de la déchéance, le procureur général peut en demander appel. Si la Cour accorde le retrait, aucun appel n'est possible.

Il est fait mention, sur le bulletin n° 1^{er}, de la décision de retrait de la déchéance prononcée en vertu de l'article 18 (alinéa 2 de l'art. 19). Cette mention doit être reproduite sur le bulletin n° 2 (alinéa 2 de l'art. 19).

Après la décision de retrait, la déchéance prononcée en vertu de l'article 10 cesse de figurer sur le bulletin n° 3 (alinéa 3 de l'art. 19).

Si le tribunal refuse le retrait de la déchéance, l'intéressé peut en demander appel. Si la Cour refuse le retrait de la déchéance aucun appel n'est possible.

La demande de retrait peut être renouvelée en cas d'échec, sans que le décret-loi ait prévu, comme l'article 616 du Code de Commerce en matière de réhabilitation, un délai minimum entre deux demandes. Il y a là une lacune du décret qui risque d'encombrer les tribunaux de demandes de retrait trop fréquemment renouvelées.

La déchéance, si le tribunal n'en prononce le retrait, se prolongera pendant toute la vie de l'administrateur ou du gérant. Ceux-ci sont moins bien traités que les personnes condamnées pénalement prévues par les articles 1 et 2 de la loi du 19 Juin 1930 et les articles 6 et 7 du décret-loi du 8 Août 1935. Ces dernières sont en effet relevées de plein droit de la déchéance par l'expiration d'un délai nécessaire pour la réhabilitation pénale légale.

Il y a là une anomalie apparente qui s'explique par le caractère particulier de la déchéance de l'article 10 qui est tout autant une mesure de protection des intérêts privés qu'une sanction.

Le jugement repoussant la déchéance est susceptible d'appel. A cet effet, le greffier du tribunal de commerce adresse dans les trois jours un extrait du jugement au procureur général (alinéa 1^{er} de l'art. 15). Sur réquisition de ce dernier, le greffier du tribunal de commerce doit transmettre dans la huitaine le dossier de l'affaire au greffier de la Cour d'appel (alinéa 3 de l'art. 15). Le procureur général peut interjeter l'appel dans les 15 jours du jugement. L'appel du procureur général est formé par assignation aux intéressés (alinéa 2 de l'art. 15). Ceux-ci peuvent se présenter en personne ou se faire représenter par un avoué près la Cour (alinéa 4 de l'art. 15).

C. — *Certaines incompatibilités*

La loi du 7 Mars 1925 est muette à cet égard. Elle ne prévoit aucune incompatibilité. Toutefois, il nous paraît que certaines fonctions sont incompatibles avec la fonction de gérant des S.A.R.L. Ces incompatibilités sont prévues par les lois spéciales. On a prétendu que celles-ci stipulent des incompatibilités pour les administrateurs. D'après nous, elles s'appliquent aux gérants des S.A.R.L. pour identité de motif ou d'objet (12). En conséquence nous considérons que :

(12) Voir en ce sens : M. Cooper Royer, ouvrage précité, page 215.

a) Les fonctionnaires ne peuvent être gérants d'une S.A.R.L. financière, industrielle ou commerciale ;

b) Les notaires ne peuvent être gérants (ordonnance du 4 Janvier 1843) ;

c) Les avocats de certains barreaux ne peuvent devenir gérants (arrêté du Conseil de l'Ordre du Barreau de Paris en date du 27 Juin 1867) ;

d) Les députés et les sénateurs, pendant la durée de leur mandat, ne peuvent être gérants des S.A.R.L. jouissant d'une garantie d'intérêt ou d'avantages quelconques assurés par l'Etat (art. 88 de la loi du 31 Décembre 1928) ;

e) Les étrangers, du moins en majorité, ne peuvent être gérants d'une S.A.R.L. propriétaire de bâtiments maritimes et recevant une allocation de compensation d'armement ou une prime à la navigation (loi du 7 Avril 1902) ;

f) Les étrangers ne peuvent pas être gérants d'une S.A.R.L. ayant pour objet la caution mutuelle ou les banques populaires (loi du 13 Mars 1917) ;

g) Les étrangers, sauf pour 1/4, ne peuvent être gérants d'une S.A.R.L. jouissant de concessions coloniales (loi du 8 Janvier 1916) ;

h) Les étrangers, sauf pour 1/3, ne peuvent être gérants d'une S.A.R.L. appelée à recueillir de l'Etat français une concession minière (décret du 21 Avril 1920).

D. — *Restrictions statutaires*

L'alinéa 1^{er} de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925 n'a pas le caractère d'ordre public. De là résulte que toutes les dérogations sont permises. Toute liberté est accordée à ce sujet aux fondateurs. Ceux-ci peuvent disposer notamment :

a) Que les gérants devront être choisis parmi les associés ;

b) Qu'ils devront être propriétaires d'un certain nombre de parts sociales pendant toute la durée de leur mandat ;

c) Qu'ils devront exercer telle profession ou tel métier ;

d) Qu'ils devront être français ;

e) Qu'ils ne devront être pris que parmi les membres de telle famille ou de tel groupement.

Toutes ces clauses sont valables et doivent être respectées.

CHAPITRE II

LA NOMINATION DU OU DES GÉRANTS

La nature juridique de la nomination. — La nature juridique de la nomination n'est pas du tout discutée. Il nous paraît qu'elle n'est en somme qu'une offre qui manifeste la volonté.

La nomination soulève les questions les plus diverses que nous traitons dans l'ordre suivant :

- A. — La forme de la nomination ;
- B. — Le nombre de nomination ;
- C. — Le caractère de la nomination ;
- D. — L'acceptation de la nomination ;
- E. — La publicité de la nomination.

A. — *La forme de la nomination*

La forme de la nomination est prévue par l'alinéa 2 de l'art. 24 de la loi du 7 Mars 1925. Celui-ci est ainsi conçu : « les gérants sont nommés soit dans l'acte de société, soit dans un acte postérieur ».

Il soulève une vive discussion. Il a donné naissance à deux opinions diamétralement opposées.

D'après une première opinion (1), la nomina-

(1) Voir en ce sens : MM. Copper Royer, ouvrage précité, pages 208 et 209 ; Pottier, les S.A.R.L., commentaires, critiques et formulaire, 1930, pages 110 et suivantes.

tion du ou des premiers gérants est une condition de fonds de la constitution de la S.A.R.L. Elle prend rang aussitôt après les deux autres.

Tant que la nomination du ou des premiers gérants n'aura pas été faite, la société n'existe qu'à l'état de projet, c'est-à-dire à l'état d'un acte juridique soumis à la réalisation d'une condition suspensive.

Aux termes de l'article 1181 du Code Civil, l'acte soumis à la survenance d'un événement futur et incertain, ne peut exister qu'après l'événement. En attendant la réalisation de la condition suspensive, l'acte juridique est inexistant, puisqu'il lui manque un élément essentiel, le consentement complet et définitif des parties.

Elle doit être faite dans l'acte de société ou dans un acte annexe qui fera partie intégrante de l'acte de société.

Cette conclusion est la pure et simple constatation d'une nécessité. En effet, une société de capitaux ne peut matériellement pas exister sans un mandataire général qui sera, au regard des tiers, son représentant légal. Elle résulte aussi de l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925. En effet, ce dernier, en prescrivant que les gérants sont nommés « soit » par acte de société, entendait dire que le ou les premiers gérants sont nommés par acte de société.

Ce ou ces derniers peuvent mourir, les associés peuvent être appelés à les faire remplacer. Dans ce cas, il cèdera où ils cèderont la place au ou aux nouveaux gérants.

La nomination de celui-ci ou de ceux-ci doit être faite par un acte postérieur.

Cette solution résulte de l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925. Ce dernier en disposant

que les gérants sont nommés « soit » par acte postérieur, voulait dire que le ou les gérants appelés au cours de la vie sociale sont nommés par acte postérieur.

En résumé, il y a deux catégories de gérants. Chacune d'elles comporte une forme spéciale de nomination.

Le ou les premiers gérants sont nommés dans l'acte de société ou dans un acte annexe qui fera partie intégrante de l'acte de société.

Le ou les gérants appelés au cours de la vie sociale sont nommés par acte postérieur.

Critique de l'opinion. — Cette opinion a tort de prétendre que la nomination du ou des premiers gérants est une condition de fonds de la constitution de la société. En effet, la S.A.R.L. ne comporte que deux conditions de fonds. L'une a rapport au nombre d'associés (art. 5 de la loi du 7 Mars 1925). L'autre a rapport au capital social (art. 6 de la loi du 7 Mars 1925).

Elle a également tort de prétendre que la nomination du ou des gérants appelés au cours de la vie sociale doit être faite par acte postérieur.

Elle ne peut nullement revendiquer l'alinéa 2 de l'art. 24 de la loi du 7 Mars 1925. Ce dernier est rédigé dans des termes d'une généralité remarquable. Il ne veut pas dire que le ou les premiers gérants sont nommés par l'acte de société. Il ne veut pas dire non plus que le ou les gérants appelés au cours de la vie sociale sont nommés par un acte postérieur. Il veut dire que le ou les premiers gérants sont nommés, soit par l'acte de société, soit par un acte postérieur. Il veut dire aussi que le ou les gérants appelés au cours de la vie sociale sont

nommés, soit par l'acte de société, soit par un acte postérieur.

Cette théorie se fonde donc sur un sens prêté à l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925. Elle veut faire dire à ce dernier ce qu'elle pense. Elle doit être par conséquent rejetée.

D'après nous, la nomination du ou des gérants originaires ou celle du ou des gérants non originaires, peut être faite :

- a) Par les statuts ;
- b) Par un acte postérieur.

a) *La nomination par les statuts.*

La nomination par les statuts peut être :

- 1. — Celle du ou des gérants originaires ;
- 2. — Celle du ou des gérants non originaires.

1. — *La nomination du ou des gérants originaires*

La nomination du ou des gérants originaires peut être faite par les statuts. Mais en principe, elle est presque toujours faite par l'acte constitutif (2). Il est rare que celui-ci soit établi avant que les associés aient fait choix du ou des gérants originaires. En d'autres termes, la question de savoir à quelles personnes sera confiée l'administration des

(2) Voir en ce sens : MM. Pic et Baratin, ouvrage précité, page 295 ; Drouets, ouvrage précité, page 255 ; Houpin et Bosvieux, Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales, 1935, tome III, page 701 ; Parisot, Traité formulaire théorique et pratique des S.A.R.L., 1934, page 120.

affaires présente, en raison des pouvoirs considérables que la loi accorde aux gérants, une importance telle que les associés manquent rarement de la résoudre. En plus, quand la nomination du ou des gérants originaires a lieu dans l'acte de société lui-même, aucune difficulté ne se présente.

La nomination du ou des gérants originaires par les statuts s'appelle nomination statutaire.

Celle-ci peut être directe ou indirecte.

Elle est directe quand le ou les gérants sont nommément désignés. Il est même recommandé de désigner ce ou ces derniers d'une façon explicite et très complète en indiquant notamment leur nom, leurs prénoms, leurs professions, leurs domiciles, de manière à bien les identifier et à permettre aux tiers de savoir à qui ils ont affaire. Elle est de droit commun. Elle est même surtout à conseiller. Elle peut servir à la nomination d'un ou de plusieurs gérants. Elle peut accorder la qualité de gérant à certains ou à tous les associés aussi bien qu'aux non associés.

Elle est indirecte, quand le ou les gérants sont vaguement désignés. Il en est ainsi quand les statuts contiennent une clause d'exclusion ou d'excuse. En effet, les statuts peuvent exclure ou excuser un ou plusieurs associés. Or, exclure ou excuser un ou plusieurs associés, c'est nommer les autres. Elle n'est pas très connue. Elle est même à déconseiller. Elle peut conférer la qualité de gérant à un seul associé. Ceci arrive en cas d'exclusion ou d'excuse de tous les associés, sauf un qui assurera la gérance de la S.A.R.L. Dans ce cas, l'associé non exclu ou excusé sera le seul gérant originaire. Elle peut accorder la qualité de gérant à plusieurs associés. Ceci arrive en cas d'exclusion ou d'excuse de quel-

ques associés. Dans ce cas, les associés non exclus ou excusés seront les gérants originaires.

La nomination statutaire a les mêmes caractères que l'acte constitutif. Elle a le caractère public si ce dernier est reçu par un notaire. Elle a le caractère privé, s'il est un acte sous seing privé.

La nomination statutaire du ou des gérants originaires fait corps avec les statuts. Elle est une des clauses du contrat de société. Or, celui-ci est l'œuvre de l'unanimité des associés. Par conséquent, celle-là est faite avec le consentement de tous les associés.

2. — *La nomination du ou des gérants non originaires*

La nomination du ou des gérants non originaires peut être faite par les statuts. Mais elle est exceptionnellement faite par l'acte constitutif.

La nomination du ou des gérants non originaires dans les statuts s'appelle nomination statutaire.

Celle-ci peut être directe seulement.

Elle a les mêmes caractères que celle du ou des gérants originaires.

Elle modifie le pacte de la S.A.R.L. Elle fait perdre à ce dernier son aspect primitif. Elle peut l'augmenter d'une clause de plus. Cela arrive quand il ne comporte nullement la nomination du ou des premiers gérants. Elle peut en élargir une clause préexistante. Cela arrive quand il comporte la nomination du ou des gérants originaires.

Elle doit être faite par la collectivité des associés. Cette dernière prend le nom d'assemblée générale extraordinaire. Celle-ci est la seule qui puisse

modifier en tous sens les dispositions de l'acte constitutif. Elle est décidée par consultation écrite, s'il y a 20 associés ou moins de 20 associés (alinéa 2 de l'art. 24 de la loi du 7 Mars 1925). Elle est décidée en assemblée générale, s'il y a plus de 20 associés (alinéa 1^{er} de l'art. 24 de la loi du 7 Mars 1925).

Elle doit être consentie par une double majorité : une majorité de nombre, la moitié plus un des associés ; une majorité de somme, il faut que cette moitié plus un des associés représente les $\frac{3}{4}$ du capital social (art. 31 de la loi du 7 Mars 1925). Cette majorité est irréductible.

b) *La nomination par acte postérieur.*

La nomination par acte postérieur peut être :

1. — Celle du ou des gérants originaires ;
2. — Celle du ou des gérants non originaires.

1. — *La nomination du ou des gérants originaires*

La nomination du ou des gérants originaires peut être faite par un acte postérieur (alinéa 2 de l'art. 24 de la loi du 7 Mars 1925). Mais elle est exceptionnellement faite par un acte postérieur.

Quelle est la nature de cet acte ? En d'autres termes, quel rôle joue cet acte ? Celui-ci est-il exigé *ad probationem* ou comme *instrumentum* ?

D'après une première opinion, il est une condition de la validité de la nomination du ou des gérants originaires. En effet, cette dernière doit faire l'objet d'une double publicité (alinéa 2 de l'art. 12 et l'art. 13 de la loi du 7 Mars 1925). Celle-ci est impossible si la nomination du ou des gérants n'est

pas faite dans un acte postérieur. L'impossibilité de publier entraîne la nullité de la société (alinéa 12 de l'art. 14 de la loi du 7 Mars 1925), qui amène par contre-coup celle de la nomination de ou des gérants originaires (3).

Cet acte ne peut prendre que la forme synallagmatique.

Ceci résulte d'abord de l'alinéa 2 de l'art. 24 de la loi du 7 Mars 1925. En effet, les mots (acte postérieur) venant à la suite des mots (acte de société) indiquent bien qu'il s'agit d'un acte comme ce dernier.

Il résulte aussi de l'impossibilité de la nomination du ou des gérants originaires par acte de délibération. En effet, celui-ci est l'œuvre de l'assemblée générale ordinaire. Cette dernière ne peut être convoquée et réunie que par le ou les gérants (alinéa 2 de l'art. 29 de la loi du 7 Mars 1925). Or, par l'hypothèse même, il n'y en a pas. On ne voit pas bien, qui pourrait convoquer valablement l'assemblée générale, appelée à nommer le ou les gérants originaires.

Enfin, même si ce mode de nomination du ou des gérants originaires était légalement possible, il n'est pas à conseiller. Il en est ainsi parce qu'il paraît sujet à discussion. Or, dans une question aussi grave que la validité de la nomination du ou des gérants originaires de la société, il est essentiel d'éviter tout ce qui pourrait être de nature à être l'origine d'un procès ou d'une simple contestation.

Critique de l'opinion. — Cette opinion nous paraît complètement inexacte. Elle pèche, d'abord, en prétendant que l'acte postérieur est une condi-

(3) Voir en ce sens : MM. Houpin et Bosvieux, ouvrage précité, page 701 ; Pottier, ouvrage précité, page 116.

tion de la validité de la nomination du ou des gérants originaux. Or, l'acte postérieur est nécessaire pour les publicités et preuves. Etant ainsi, la question de l'acte synallagmatique ne se pose plus. La question ne se pose pas non plus, même lorsque l'acte postérieur est une condition de validité. En effet, l'opinion attache aux termes dont s'est servi l'alinéa, une signification que ses auteurs n'ont certainement pas voulu y mettre.

D'après une seconde opinion, l'acte postérieur est une condition de validité (4).

Seulement, il peut prendre les formes les plus diverses.

Critique de l'opinion. — Cette opinion est injuste en tant qu'elle prétend que l'acte postérieur est une condition de la validité de la nomination. Elle est juste en tant qu'elle prétend que l'acte postérieur peut prendre les formes les plus diverses.

D'après nous, l'acte postérieur de la nomination du ou des gérants originaux n'est pas une question de fonds. En effet, la loi suppose la nomination tacite. Il est seulement indispensable pour les publicités et preuves. Par conséquent, la nomination du ou des gérants originaux peut être faite n'importe comment.

Elle peut être tacite. Elle résulte de l'alinéa 1^{er} de l'article 1859 du Code Civil. Celui-ci dit qu'en cas de non-nomination du ou des gérants originaux, les associés sont censés s'être donné réciproquement le droit de gérer. Cette présomption est celle adoptée jusqu'à preuve du contraire.

Elle ne peut accorder la qualité de gérant

(4) Voir en ce sens : M. Drouets, ouvrage précité, pages 255 et 256.

qu'aux associés. Dans ce cas, il y a forcément plusieurs gérants originaires. Elle ne peut être publiée. A cette fin, il faut dresser un écrit. Ce dernier constate qu'il y a une nomination tacite des gérants originaires. Il sera synallagmatique car tous les associés interviendront pour signer. Seulement, elle n'est pas pratique. En effet, il faut procéder deux fois à la même opération. Par conséquent, elle n'est pas à conseiller.

Elle peut être orale. Elle résulte déductivement d'abord de l'alinéa 1^{er} de l'article 1859 du Code Civil. Celui-ci suppose la nomination tacite. Celle-ci vient de l'inertie des associés. Or, du moment que la nomination du ou des gérants originaires résulte de l'inertie, elle peut résulter à plus forte raison de l'activité des associés. En effet, qui peut le plus peut le moins.

De plus, la nomination du ou des gérants originaires est une offre : or celle-ci peut très bien être verbale.

Elle peut accorder la qualité de gérant à une ou plusieurs personnes. Elle peut accorder cette qualité aux associés ou aux non associés.

Ce mode de procéder présente un inconvénient grave. En effet, cette nomination ne peut être publiée ni prouvée. On peut parer à cette difficulté en dressant un acte postérieur. Si les associés sont unanimes, ce dernier sera fait sous la forme synallagmatique. S'ils ne sont pas d'accord, il sera fait sous la forme de délibération.

Seulement, elle n'est pas pratique. En effet, il faut procéder deux fois à la même opération. Par conséquent, elle est à déconseiller.

La nomination peut être écrite. Elle est prévue par l'alinéa 2 de l'art. 24 de la loi du 7 Mars 1925. Elle s'appelle nomination par acte postérieur. Elle

peut être facilement prouvée et publiée. Elle est donc très pratique. Elle est à conseiller par conséquent.

Quelle sera la forme de cet acte postérieur ?

La forme est laissée au choix des parties. Elle sera suivant la convenance des intéressés : authentique ou sous-seing privé. Il en est ainsi, parce que la loi autorise d'autres modes de nomination. Elle ne pouvait par suite imposer aucune forme. En outre, ces deux formes étant admises pour l'acte constitutif lui-même, il n'y a aucune raison de prescrire l'une ou l'autre forme quand il s'agit de l'acte additionnel pour la nomination du ou des gérants originaires.

Quel sera le caractère de cet acte postérieur ?

Celui-ci peut revêtir les caractères les plus divers. En effet, le langage de la loi est très libéral.

L'acte postérieur portant nomination du ou des gérants originaires peut être synallagmatique. En droit commun, les décisions que prend la collectivité des associés, peuvent résulter d'un acte synallagmatique. Ce dernier a besoin de l'unanimité des associés. Ceux-ci doivent intervenir à la signature de l'acte personnellement. Toutefois, ils peuvent intervenir à la signature en se faisant représenter par un mandataire muni d'un pouvoir spécial (5).

Sans désigner le ou les gérants originaires dans l'acte constitutif, les premiers associés peuvent déléguer à un ou plusieurs d'entre eux le pouvoir de procéder à cette désignation. Mais alors il faudra que chacun des mandataires soit nommément désigné. Le but du pouvoir étant également formulé, constitue le pouvoir spécial visé par l'alinéa 3 de

(5) Voir en ce sens : M. Drouets, ouvrage précité, pages 255 et 256.

l'article 4 de la loi du 7 Mars 1925 exigé pour l'acte de société et conséquemment valable pour un autre acte complémentaire et accessoire de celui-ci (6).

Il peut être un acte de délibération. Dans ce cas, l'acte postérieur résulte d'une décision de la collectivité sociale prise soit en assemblée générale ordinaire réunie, soit par consultation écrite conformément aux règles de l'article 26 de la loi du 7 Mars 1925. Il sera dressé procès-verbal de cette assemblée ou acte des résultats de cette consultation. La décision est prise à la majorité fixée par l'article 27 de la loi du 7 Mars 1925. Pour la première consultation, la majorité est de plus de la moitié du capital social. Sauf stipulation contraire, si ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation, les associés sont convoqués une seconde fois, par lettres recommandées et la nomination du ou des gérants originaires est faite à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté. Par conséquent, la majorité prévue par l'article 27 est décroissante (7).

La provocation de ce vote majoritaire est l'œuvre du ou des gérants. Or, par hypothèse même, il n'y en a pas. D'après nous, il y en a. En effet, en cas de non-nomination du ou des gérants originaires, les associés sont censés s'être donné réciproquement le droit de gérer. Par conséquent, les associés sont gérants et peuvent provoquer un vote majoritaire.

(6) Voir en ce sens : MM. Drouets, ouvrage précité, page 256, et Pottier, ouvrage précité, page 116.

(7) Voir en ce sens : MM. Piot, ouvrage précité, page 36, et Drouets, ouvrage précité, page 256.

2. — *La nomination du ou des gérants
non originaires*

La nomination du ou des gérants non originaires peut être faite par acte postérieur. En principe, elle est presque toujours faite par acte postérieur.

Quelle est la nature de cet acte ? En d'autres termes, quelle fonction joue cet acte ? Celui-ci est-il exigé *ad probationem* ou comme *instrumentum* ?

D'après une première théorie, l'acte postérieur est une condition de fonds (8). Il peut seulement prendre les formes les plus diverses.

Critique de la théorie. — Cette théorie nous paraît inexacte en tant qu'elle prétend que l'acte postérieur est une condition de validité de la nomination du ou des gérants non originaires. Elle est exacte en tant qu'elle prétend que l'acte postérieur peut prendre les formes les plus diverses.

D'après nous, l'acte postérieur de la nomination du ou des gérants non originaires n'est pas une condition de fonds, il est nécessaire pour les publicités et preuves. Par conséquent, la nomination du ou des gérants non originaires est, en tous points, pareille à celle du ou des gérants originaires.

B. — *Le nombre de nomination*

D'après nous, la nomination du ou des gérants n'est en somme qu'une offre. Cette dernière n'est pas faite au public. Elle est seulement faite à une

(8) Voir en ce sens : MM. Houpin et Bosvieux, ouvrage précité, page 701 ; Pottier, ouvrage précité, page 116, et Drouets, ouvrage précité, pages 255 et 256.

ou plusieurs personnes déterminées. Le nombre de celles-ci est prévu par l'alinéa 1^{er} de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925. Celui-ci dispose que la S.A.R.L. est gérée par un ou plusieurs gérants. L'alinéa 1^{er} de l'article susdit laisse donc une entière liberté aux associés. Ceux-ci s'arrangent comme ils l'entendent.

Ils peuvent nommer un seul gérant. Il est fréquent que la S.A.R.L. soit gérée par un gérant unique. Il n'est pas à conseiller de choisir un gérant unique. En effet, il n'est pas intéressant de placer l'avenir de la société à la disposition d'une seule personne. Il en est de même à plus forte raison dans une S.A.R.L. Cette solution résulte des pouvoirs dérogatoires au droit commun que la loi lui accorde (alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925).

Les associés peuvent nommer plusieurs gérants. Il est très répandu que la S.A.R.L. soit gérée par plusieurs gérants.

Les associés ne manquent pas, bien entendu, de choisir plusieurs associés-gérants. Ces nombreuses nominations étaient autrefois la conséquence de l'ancien alinéa 1^{er} de l'article 42 de la loi du 7 Mars 1925. Ce dernier disait : « dans les sociétés prévues par la présente loi, les dividendes, intérêts, arrérages et produits des parts revenant aux associés-gérants et n'excédant pas 50.000 fr. sont dispensés de l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers ». D'après le nouvel alinéa 1^{er} de l'article 42 de la loi du 7 Mars 1925, cette faveur n'est plus accordée qu'à deux associés-gérants.

La loi ne pouvait pas limiter le nombre des personnes appelées à gérer les S.A.R.L. Celles-ci sont souvent organisées en vue de petites affaires ou d'affaires de famille. Parmi les S.A.R.L., il en

est certaines qui sont importantes sinon par le nombre des associés, du moins par le nombre des affaires et le rôle qu'elles jouent dans l'activité du pays. Celles-ci comportent souvent plusieurs établissements. Or, tous ces facteurs peuvent imposer l'utilité ou la nécessité même de plusieurs gérants.

Il n'est pas à conseiller de choisir un très grand nombre de gérants. Il convient de signaler le danger que comporte l'attribution à un très grand nombre de personnes du droit de représenter la S.A. R.L. Ce dernier est vraiment redoutable, car l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925 fait de chaque gérant un mandataire omnipotent et irrévocable.

C. — *Le caractère de la nomination*

D'après nous, la nomination du ou des gérants est une offre. Quel peut être l'objet de cette offre ?

Ce peut être une offre d'entrée en pourparlers. Dans ce cas, le ou les offrants invite ou invitent la ou les personnes déterminées d'entrer en rapports avec lui ou avec eux. Une fois que les parties sont en présence, elles discutent les conditions du contrat de mandat.

Ce peut être, au contraire, une offre ferme. Il en est ainsi quand elle contient toutes les clauses du contrat de mandat. Dans ce cas, la ou les personnes à laquelle ou auxquelles elle est faite, n'a ou n'ont qu'à donner son ou leur acceptation pour que le contrat se fasse.

D. — *L'acceptation de la nomination*

D'après nous, la nomination du ou des gérants est une offre. Celle-ci doit être acceptée par le ou

les gérants (alinéa 2 de l'art. 1984 du Code Civil).

L'acceptation peut être expresse. Dans ce cas, elle résulte d'une manifestation de volonté verbale ou écrite.

Mais l'acceptation peut être également tacite, c'est-à-dire qu'elle résulte de certains actes qui impliquent l'acceptation. Dans ce cas, elle résulte du fait (de la part du ou des gérants) d'accomplir les actes dont il ou ils ont été chargés (alinéa 2 de l'article 1895 du Code Civil).

E. — *La publicité de la nomination*

La nomination du ou des gérants a besoin d'être connue par les tiers. A cet effet, elle doit être :

a) déposée au greffe du Tribunal de Commerce du siège social ;

b) publiée dans un journal d'annonces légales du siège social et du siège de chacune des agences ;

c) inscrite dans le registre du Commerce du siège social et du siège de chacune des agences.

a) *Dépôt au greffe du Tribunal.*

La publicité de dépôt de la nomination du ou des gérants est prévue par la loi du 7 Mars 1925. Sa procédure diffère selon que la nomination donne :

1. — Le ou les gérants originaires à la société ;
2. — Le ou les gérants au cours de la vie sociale de la S.A.R.L.

1. — *La publicité de dépôt de la nomination
du ou des premiers gérants*

La publicité de dépôt de la nomination statutaire du ou des gérants originaires est automatique. En effet, dans le mois de la constitution de la S.A. R.L., deux originaux de l'acte constitutif, s'il est sous-seing privé, ou deux expéditions, s'il est notarié, sont déposés au greffe du Tribunal de Commerce du siège social (alinéa 1^{er} de l'art. 12 de la loi du 7 Mars 1925).

La publicité de dépôt de la nomination du ou des gérants originaires par acte postérieur paru dans le mois de la constitution de la S.A.R.L., est aussi automatique. En effet, dans le mois de la constitution de la S.A.R.L., deux originaux de l'acte constitutif s'il est sous-seing privé, ou deux expéditions, s'il est notarié, sont déposés au greffe du Tribunal de Commerce du siège social (alinéa 1^{er} de l'art. 12 de la loi du 7 Mars 1925). A l'acte constitutif sont annexés deux originaux ou deux expéditions, suivant les cas de l'acte, contenant la nomination du ou des premiers gérants, si celui-ci ou ceux-ci sont désignés par acte postérieur conformément à l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925 (alinéa 2 de l'art. 12 de la loi du 7 Mars 1925).

La publicité de dépôt de la nomination du ou des gérants originaires par acte postérieur non paru dans le mois de la constitution de la société est impossible.

L'oubli ou l'impossibilité de procéder à la publicité de dépôt de la nomination du ou des gérants originaires entraîne la nullité de la S.A.R.L. (alinéa 12 de l'art. 14 de la loi du 7 Mars 1925). En effet, le pacte de cette dernière doit faire l'objet

d'une publicité de dépôt comme nous l'avons vu précédemment. Celle-ci est incomplète si elle ne donne aucun renseignement sur la nomination du ou des gérants originaires. Or, il y a peu de différence entre la publicité du dépôt incomplète et le défaut de publicité du dépôt des statuts. Ce dernier entraîne la nullité de la société. Il en est donc de même de la publicité défectueuse du dépôt des statuts.

Cette nullité est une nullité absolue. En effet, elle sanctionne une disposition d'ordre public.

Elle donne lieu à l'action qui est prévue par l'article 9 de la loi du 7 Mars 1925.

Cette action en nullité peut être exercée par tous les intéressés, c'est-à-dire par les associés eux-mêmes qui veulent sortir de la société, par les créanciers sociaux et les créanciers personnels des associés, par les débiteurs sociaux et les débiteurs personnels des associés, qui auraient intérêt à ce que la société ne soit pas formée.

Elle ne peut être opposée par les associés aux tiers (alinéa 2 de l'art. 9 de la loi du 7 Mars 1925). On ne veut pas que la faute qui a été commise par les associés dans la constitution de la société, tourne à leur avantage. Elle peut être demandée contre eux. Elle ne peut pas être demandée par eux pour être opposée aux tiers qui auraient intérêt à soutenir la régularité de la société.

La nullité étant ainsi à la disposition de chaque intéressé va disparaître assez rapidement.

Elle disparaît si la publicité du dépôt de la nomination du ou des gérants originaires a été faite avant l'introduction de la demande, ou, en tout cas, le jour où le Tribunal statue sur le fonds en première instance (alinéa 3 de l'art. 10 de la loi du 7 Mars 1925).

En d'autres termes, l'alinéa 3 de l'article 10 de la loi du 7 Mars 1925 considère que, dans la formation d'une S.A.R.L., les conditions de validité peuvent s'ajouter les unes aux autres. En résumé, si, au début, une condition de validité n'est pas remplie, elle peut l'être plus tard et la nullité se trouve couverte. La société étant en quelque sorte de formation successive, il suffit d'avoir rempli, à un certain moment, toutes les conditions de validité pour qu'on ne puisse plus demander sa nullité.

Elle disparaît même si le Tribunal est saisi d'une action en nullité. En effet, ce dernier peut, d'office, fixer un délai pour procéder à la publicité du dépôt de la nomination du ou des gérants originaires (alinéa 4 de l'art. 10 de la loi du 7 Mars 1925). Dans ce cas, la publicité du dépôt doit être faite dans le délai fixé.

Elle disparaît par la prescription particulière établie par l'alinéa 6 de l'article 10 de la loi du 7 Mars 1925. D'après ce dernier, au bout de cinq ans, la nullité se trouve prescrite. Cette prescription est une prescription d'ordre public qui ne repose pas sur une présomption de volonté.

Cette prescription n'a pas de point de départ. Il en est ainsi, parce que le défaut de publicité du dépôt de la nomination du ou des gérants originaires est un vice permanent.

Grâce à ces règles, la nullité de société pour défaut de publicité du dépôt de la nomination du ou des gérants originaires a perdu de son importance.

2. — *La publicité du dépôt de la nomination du ou des gérants non originaires*

La publicité du dépôt de la nomination du ou des gérants non originaires n'est pas automatique.

Elle devait être faite conformément à l'article 12 de la loi du 7 Mars 1925 (alinéa 1^{er} de l'art. 17 de la loi du 7 Mars 1925).

Elle doit être accomplie dans le mois de l'acte de nomination.

Le défaut de publicité du dépôt de la nomination du ou des gérants non originaires, entraîne la nullité de l'acte de nomination (alinéa 5 de l'art. 17 de la loi du 7 Mars 1925).

Cette nullité a le même caractère, donne naissance à la même action, peut être réclamée par les mêmes personnes, disparaît de la même façon, que la nullité de la société, résultant du défaut de publicité du dépôt de la nomination du ou des gérants originaires, prévue par l'alinéa 12 de l'article 14 de la loi du 7 Mars 1925) (9).

b) La publication dans un journal d'annonces légales.

La publication dans un journal d'annonces légales de la nomination du ou des gérants est prévue par la loi du 7 Mars 1925. La procédure diffère selon que la nomination donne :

1. Le ou les premiers gérants à la société ;
2. Le ou les gérants au cours de la vie sociale.

*1. — La publication de la nomination
du ou des premiers gérants*

La publication dans un journal d'annonces légales de la nomination statutaire du ou des gérants originaires est automatique. En effet, dans le mois

(9) Voir à cet égard, pages 50 et 51.

de la constitution de la S.A.R.L., un extrait de l'acte constitutif est publié dans un journal d'annonces légales du siège social (art. 13 de la loi du 7 Mars 1925). Dans le même délai, un extrait de ce même acte est publié dans un journal d'annonces légales du siège de chacune des agences ou succursales (article 15 de la loi du 7 Mars 1925).

La publication dans un journal d'annonces légales de la nomination du ou des gérants originaires par acte postérieur paru dans le mois de la constitution de la S.A.R.L. est aussi automatique. En effet, dans le mois de la constitution de la S.A.R.L., un extrait de l'acte constitutif et des pièces annexées est publié dans un journal d'annonces légales du siège social (art. 13 de la loi du 7 Mars 1925). Dans le même délai, un extrait de ce même acte et des pièces annexées est publié dans un journal d'annonces légales du siège de chacune des agences ou succursales (art. 15 de la loi du 7 Mars 1925).

L'extrait contient dix mentions. Une de ces mentions cite : les nom, prénoms, qualités et adresses personnelles des associés ou des tiers ayant le pouvoir de gérer la société (alinéa 5 de l'art. 14 de la loi du 7 Mars 1925).

La publication dans un journal d'annonces légales de la nomination du ou des gérants originaires par acte postérieur, non paru dans le mois de la constitution de la société, est impossible.

L'oubli ou l'impossibilité de procéder à la publication dans un journal d'annonces légales du siège social et du siège de chacune des agences, de la nomination du ou des gérants originaires, entraîne la nullité de la société (alinéa 12 de l'art. 14 de la loi du 7 Mars 1925).

Cette nullité a les mêmes raison et caractère. donne naissance à la même action, peut être récla-

mée par les mêmes personnes, disparaît de la même manière que la nullité de la société, résultant du défaut de publicité du dépôt de la nomination du ou des gérants originaires, prévue par l'alinéa 12 de l'art. 14 de la loi du 7 Mars 1925 (10).

2. — *La publication de la nomination
du ou des gérants non originaires*

La publication dans un journal d'annonces légales du siège social et du siège de chacune des agences de la nomination du ou des gérants non originaires, n'est pas automatique.

Elle doit être faite conformément aux articles 13 et 15 de la loi du 7 Mars 1925.

Elle doit être accomplie dans le mois de l'acte de nomination.

Le défaut de publication dans un journal d'annonces légales du siège social et du siège de chacune des agences de la nomination du ou des gérants non originaires, entraîne la nullité de l'acte de nomination (alinéa 5 de l'art. 17 de la loi du 7 Mars 1925).

Cette nullité a le même caractère, donne naissance à la même action, peut être réclamée par les mêmes personnes, disparaît de la même manière que la nullité de la société, résultant du défaut de publicité du dépôt de la nomination du ou des gérants originaires, prévue par l'alinéa 12 de l'art. 14 de la loi du 7 Mars 1925 (11).

c) *L'inscription au registre du Commerce.*

L'inscription au registre du Commerce de la nomination du ou des gérants est prévue par la loi du

(10) et (11) Voir à cet égard, pages 50 et 51.

18 Mars 1919. Sa procédure diffère selon que la nomination donne :

1. Le ou les premiers gérants à la société ;
2. Le ou les gérants au cours de la vie sociale.

1. — *L'inscription au registre du Commerce de la nomination du ou des gérants originaires*

L'inscription au registre du Commerce de la nomination statutaire du ou des gérants originaires est de plein droit. Il en est de même de la nomination du ou des gérants originaires par acte postérieur paru dans le mois de la constitution de la S.A.R.L. En effet, dans le mois de la constitution de toute S.A.R.L., son immatriculation est requise par le ou les gérants dans le registre du Commerce du siège social (alinéa 1^{er} de l'art. 6 de la loi du 18 Mars 1919). Cette inscription est exigée aussi dans le registre du Commerce du siège de chacune des agences (alinéa 1^{er} de l'art. 11 de la loi du 18 Mars 1919).

Le ou les gérants produisent au greffier du Tribunal une déclaration, en triple exemplaire, sur papier libre, signée de l'un d'eux, en même temps que le récépissé constatant le dépôt de l'acte constitutif et de ses annexes, prescrit par l'article 12 de la loi du 7 Mars 1925, ainsi qu'un exemplaire enregistré du journal où a été publié l'extrait prévu par l'article 13 de la même loi.

Cette déclaration contient 14 mentions ; une de celles-ci concerne les noms et adresses personnelles des associés ou des tiers ayant le pouvoir de gérer, la date et le lieu de leur naissance, ainsi que leur nationalité d'origine et au cas où ils ont acquis une autre nationalité, le mode et la date de l'acquisition

de celle-ci (alinéas 4 et 9 des art. 4 et 6 de la loi du 18 Mars 1919).

L'inscription au registre du Commerce de la nomination du ou des gérants originaires par acte postérieur non paru dans le mois de la constitution de la société, est impossible.

L'oubli ou l'impossibilité de procéder à l'inscription au registre du Commerce du siège social et du siège de chacune des agences de la nomination du ou des gérants originaires, entraîne une amende.

En effet, le pacte de la S.A.R.L. doit faire l'objet de l'inscription au registre du Commerce cité ci-dessus. Celle-ci est incomplète si elle ne donne aucun renseignement sur la nomination du ou des gérants originaires. Or, il y a peu de différence entre l'inscription incomplète et le défaut de l'inscription au registre du Commerce. Ce dernier entraîne une amende. Il en est donc de même de l'inscription défectueuse au registre du Commerce des statuts.

Cette amende est prévue par l'alinéa 1^{er} de l'article 18 de la loi du 18 Mars 1919. Elle est de seize (16) à deux cents (200) francs.

Elle est prononcée contre le ou les gérants qui ne requièrent pas, dans le délai prescrit, l'inscription.

Elle est prononcée par le Tribunal de Commerce sur la réquisition du président ou du juge chargé de la surveillance du registre du Commerce, l'intéressé entendu ou dûment appelé (alinéa 2 de l'article 18 de la loi du 18 Mars 1919).

Le Tribunal ordonne que l'inscription omise soit faite dans un délai de quinzaine. Si, dans ce délai, elle n'a pas été opérée, une nouvelle amende

peut être prononcée (alinéa 3 de l'art. 18 de la loi du 18 Mars 1919).

2. — *L'inscription au registre du Commerce de la nomination du ou des gérants non originaires*

L'inscription au registre du Commerce de la nomination du ou des gérants non originaires n'est pas automatique.

Elle doit être faite dans le registre du Commerce du siège social (alinéa 2 de l'art. 7 de la loi du 18 Mars 1919).

Elle doit être opérée dans le registre du Commerce du siège de chacune des agences (alinéa 1^{er} de l'art. 11 de la loi du 18 Mars 1919).

Elle doit être accomplie dans le mois de l'acte de nomination (art. 12 de la loi du 18 Mars 1919).

L'inobservation de cette formalité est sanctionnée par une amende.

Cette amende ressemble en tous points à celle prescrite en cas de défaut d'inscription, au registre du Commerce, de la nomination du ou des gérants originaires (12).

(12) Voir, à cet égard, page 56.

CHAPITRE III

LA CESSATION DES FONCTIONS DU OU DES GÉRANTS

La cessation des fonctions du ou des gérants peut être :

A. — Par voies accessoires ;

B. — Par voies principales.

A. — LA CESSATION PAR VOIES ACCESSOIRES

La cessation des fonctions du ou des gérants peut être par voies accessoires. Elle résulte alors de l'extinction de la S.A.R.L. Cette dernière finit par :

a) Des causes qui sont conformes au contrat de société ;

b) Des causes accidentelles qui tiennent à l'impossibilité de poursuivre la vie sociale ;

c) Des causes qui tiennent à la personnalité des associés ;

d) Dissolution judiciaire de la société.

a) *Causes conformes au contrat de société*

Une première série de causes n'est que l'accom-

plissement normal des règles prévues dans l'acte de société : c'est la dissolution d'après les stipulations qui sont intervenues entre les associés. On peut ranger dans cette catégorie les trois causes suivantes :

1° L'arrivée du terme. — La société est un contrat successif. Si elle est formée pour un temps déterminé, elle prend fin à l'expiration de ce temps (alinéa 1^{er} de l'art. 1856 du Code Civil).

2° La consommation de la négociation. — La S.A.R.L. peut être créée pour une affaire déterminée. Elle prend fin quand cette affaire commerciale est terminée (alinéa 2 de l'art. 1865 du Code Civil). Il est rare qu'il en soit ainsi dans la S.A.R.L. Ce qu'on a visé là, c'est la société en participation, qui est conclue pour une affaire déterminée.

3° La volonté d'un associé. — La S.A.R.L. peut prendre fin par la volonté unilatérale d'un associé (alinéa 5 de l'art. 1865 du Code Civil) (1). Il faut supposer alors que la S.A.R.L. a une durée illimitée. C'est une règle générale du droit civil que lorsqu'un contrat est conclu sans limitation de durée, un seul des contractants peut, par sa volonté unilatérale, mettre fin au contrat. Le contrat perpétuel n'existe pas en droit civil. Quand on n'a pas à l'avance fixé la durée, les autres associés sont censés avoir accepté la dissolution par la volonté unilatérale et d'après les règles que donne le Code Civil dans ce cas.

La première de ces règles est que l'associé qui veut dissoudre la société doit faire connaître aux autres associés sa renonciation. La deuxième, c'est que la renonciation ne soit pas faite de mauvaise foi ou

(1) Cour d'Hanoï, 27 Mars 1936. : Recueil juridique des sociétés de 1937, page 285.

à contre-temps, expression employée par le Code et où l'on a vu une application de la théorie de l'abus du droit dans la résiliation des contrats. Si un associé rompt le contrat uniquement pour porter préjudice à ses coassociés, ou s'il le rompt dans des conditions telles qu'il leur porte un préjudice qui aurait pu être évité, il y a responsabilité de l'associé (art. 1869 du Code Civil).

b) *Causes accidentelles au contrat de société.*

Une seconde catégorie des causes, est celle des causes accidentelles tenant à l'impossibilité de la vie sociale. Les associés voudraient bien continuer la société, mais cela est devenu impossible. On peut ranger dans cette catégorie les quatre causes suivantes :

1° L'extinction de la chose. — La S.A.R.L. prend fin par l'extinction de la chose (alinéa 2 de l'art. 1865 du Code Civil). Il faut supposer alors que la société a un objet unique. Celui-ci vient à périr, il n'y a plus d'objet : la société prend fin. Mais presque toujours la perte n'est pas totale, par exemple l'objet est remplacé par l'indemnité d'assurance. Ainsi l'acte de société fixe-t-il, en général, le montant de la perte partielle considérée comme assez considérable pour entraîner la dissolution de la société.

2° La perte de l'apport. — La S.A.R.L. disparaît par la perte de l'apport (alinéa 1^{er} de l'art. 1867 du Code Civil). Quand un associé fait un apport, il se produit une translation de propriété, l'apport passe immédiatement dans le patrimoine social et si l'apport périt, on retombe dans l'hypothèse de l'extinction de la chose.

Mais le Code a voulu, ici, prévoir l'hypothèse où l'apport social périrait entre le moment où l'associé a promis de faire cet apport et le moment de la constitution de la société. Il faudrait supposer qu'il fait cet apport en retardant l'époque du transfert de propriété ; l'apport périrait pour le compte de l'associé propriétaire et, comme il ne pourrait plus faire cet apport en société, la société ne serait valablement constituée. C'est une hypothèse purement théorique.

3° La mise de l'objet hors du commerce. — La S.A.R.L. prend fin par la mise de son objet hors du commerce. En effet, la mise de l'objet hors du commerce entraîne l'illicéité de l'objet.

4° Le mariage des associés. — D'après la jurisprudence, la société entre époux est interdite. Si les deux associés venaient à se marier, la S.A.R.L. deviendrait impossible par suite de l'incapacité survenant après coup et serait par conséquent dissoute.

c) *Causes qui tiennent à la personnalité des associés.*

La S.A.R.L. n'est point dissoute par l'interdiction, la faillite, la déconfiture, ou la mort d'un des associés, sauf, en ce dernier cas, la stipulation contraire des statuts (art. 36 de la loi du 7 Mars 1925).

d) *Dissolution judiciaire.*

La S.A.R.L. disparaît par dissolution judiciaire (art. 1871 du Code Civil). Celle-ci intervient dans les cas suivants :

1° *Inexécution par un des associés de ses obligations.* — Il y a lieu à dissolution judiciaire de

la société, quand un des associés ne remplit pas ses obligations. Cela ne saurait nous étonner, étant donné l'application pure et simple de l'article 1484 du Code Civil. La société est un contrat synallagmatique, l'un des associés ne remplissant pas ses obligations, l'autre est libre de demander la dissolution de la société.

2° Dissolution pour justes motifs. — L'article 1871 du Code Civil dit que la société peut être dissoute judiciairement, s'il y a un juste motif. Ce dernier peut être la mésintelligence entre les associés.

Le Code Civil a considéré que le contrat de société crée entre les contractants des rapports permanents et durables, qui supposent une confiance réciproque et des rapports constants. Si les associés deviennent des ennemis au point que la vie sociale soit impossible, alors même que chacun remplirait strictement ses obligations, quand il y a une défiance réciproque et mésintelligence entre les associés, la vie sociale ne peut continuer et chacun des associés peut alors demander au Tribunal de mettre fin à la société (2).

B. — LA CESSATION PAR VOIES PRINCIPALES

La cessation des fonctions du ou des gérants peut être par voies principales. Elle résulte alors de l'extinction du mandat. Ce dernier finit par :

(2) Tribunal de Commerce de la Seine, 26 Février 1926. Dalloz, Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législation et de doctrine en matière civile, commerciale et criminelle, administrative et de droit publique, 1928, 2^e partie, page 25.

a) Arrivée du terme. — Le mandat est un contrat successif. S'il a été formé pour un temps déterminé, il prend fin à l'expiration de ce temps (alinéa 1^{er} de l'art. 1865 du Code Civil).

b) La consommation de l'affaire. — Le mandat peut être conclu pour une affaire déterminée. Il prend fin quand cette affaire est terminée. Il est rare qu'il en soit ainsi du mandat du ou des gérants (alinéa 2 de l'art. 1865 du Code Civil).

c) La mort du ou des gérants. — Le mandat est un contrat essentiellement personnel. Il prend fin par la mort du ou des gérants (alinéa 3 de l'article 2003 du Code Civil).

Toutefois, en cas de mort du ou des gérants, les héritiers doivent en donner avis au mandant, et pourvoir, en attendant, à ce que les circonstances exigent pour l'intérêt de celui-ci (article 2010 du Code Civil).

d) La faillite, la déconfiture ou l'interdiction du ou des gérants. — Le mandat est un contrat à base de confiance. Il prend fin par la faillite, la déconfiture ou l'interdiction du ou des gérants qui comportent la cessation de la confiance. D'ailleurs, l'interdiction rend, en particulier, le ou les gérants incapables de l'exécuter (alinéa 3 de l'art. 2003 du Code Civil).

e) La faillite de la société. — Le mandat est un contrat à base de confiance. Il disparaît par la mise en faillite de la société qui entraîne l'extinction de la confiance (alinéa 3 de l'art. 2003 du Code Civil). De plus, le mandat a pour but de gérer la société. Or, une société mise en faillite est dessaisie. Elle doit, par conséquent, être liquidée au lieu d'être gérée.

f) La démission du ou des gérants. — Le mandat disparaît par la démission du ou des gérants (alinéa 2 de l'art. 2003 du Code Civil). La loi du 7 Mars 1925 ne contient aucune disposition concernant cette situation. Par suite, les associés jouissent d'une liberté complète pour régler cette dernière dans les statuts. Il est même recommandable qu'ils prévoient dans ceux-ci des clauses relatives à cette démission et indiquent notamment les conditions dans lesquelles elle pourra, le cas échéant, intervenir.

Ils peuvent disposer que le ou les gérants s'engagent à exercer ses ou leurs fonctions pendant un certain nombre de mois ou d'années.

Ils peuvent prescrire que le ou les gérants ne peuvent démissionner que pour certaines causes limitativement déterminées et à charge pour lui ou eux de continuer son ou leur concours à la société, pour mettre son ou leurs successeurs au courant des affaires sociales.

Ils peuvent stipuler que le ou les gérants pourront abandonner ses ou leurs fonctions à toute époque et sans avoir à donner le motif, pourvu que la décision ne soit pas prise à contre-temps.

Ils peuvent stipuler que le ou les gérants peuvent démissionner, à charge pour lui ou eux, de prévenir la société de son ou de leur intention un temps déterminé à l'avance.

Toutes ces clauses sont valables.

Que décider dans l'hypothèse où les statuts ne traitent pas de la démission du ou des gérants ?

D'après une première opinion, il paraît logique d'établir une corrélation entre la révocation et la démission volontaire du ou des gérants. En d'autres termes, il est juste de poser, dans les deux cas, une règle analogue.

D'après l'alinéa 3 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925, le ou les gérants associés ou non, statutaires ou non, ne peuvent être révoqués que pour causes légitimes. Cet alinéa ne formule pas une règle d'ordre public.

Si on ne déroge pas à cet alinéa, ce ou ces gérants ne sont pas libres de rompre, quand bon lui ou leur semble, le mandat qui le ou les lie à la société. Il faut, pour démissionner, des motifs légitimes acceptés ou non par la société, ou reconnus comme tels par le Tribunal. En cas de démission sans causes légitimes, ce ou ces gérants seraient passibles de dommages-intérêts envers la société (3).

Si on déroge à cet alinéa, ce ou ces gérants sont libres de rompre le mandat quand bon lui ou leur semble, en notifiant à la société sa ou leur renonciation.

Néanmoins, si cette renonciation porte préjudice à la société, elle devra en être indemnisée par ce ou ces gérants, à moins que celui-ci ou ceux-ci ne se trouvent dans l'impossibilité de continuer le mandat sans en éprouver lui-même ou eux-mêmes un préjudice considérable (art. 2007 du Code Civil) (4).

Critique de cette opinion. — Cette opinion nous paraît franchement inexacte. Il n'est pas du tout logique qu'il y ait une corrélation entre la démission et la révocation de ce ou de ces gérants. En effet, la démission et la révocation présentent deux

(3) Voir en ce sens : MM. Lepargneur, La loi nouvelle sur les S.A.R.L., 1925, page 58 ; Drouets, ouvrage précité, p. 274.

(4) Voir en ce sens : MM. Parisot, ouvrage précité, p. 121 ; Pic et Baratin, ouvrage précité, p. 305.

situations bien différentes. De plus, la révocation de ce ou de ces gérants, prévue par l'alinéa 3 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925, déroge au droit commun de la révocation. Ce dernier veut que ce ou ces gérants soient révocables *ad nutum* (art. 2004 du Code Civil). Cette dérogation peut-elle entraîner celle au droit commun de la démission prévu par l'article 2007 du Code Civil ? Nous ne le pensons pas.

D'après une seconde opinion, en raison du silence de la loi du 7 mars 1925 sur les conditions auxquelles est subordonnée la démission du ou des gérants, on doit par application des règles du droit commun, décider que le ou les gérants associés nommés par l'acte de société ne peuvent résigner ses ou leurs fonctions sans motifs légitimes et que le ou les gérants associés, nommés au cours de la société, comme celui ou ceux non associés nommés par l'acte de société ou par décision collective ultérieure, peuvent toujours donner leur démission (5).

Critique de cette opinion. — Cette opinion nous paraît injustifiée en partie. Elle a tort de prétendre que le ou les gérants associés, nommés par l'acte de société, ne peuvent résigner ses ou leurs fonctions sans motifs légitimes. En effet, la révocation de ce ou de ces gérants, prévue par l'alinéa 2 de l'article 1856 du Code Civil, déroge au droit commun de la révocation. Cette dérogation est incapable d'entraîner celle au droit commun de la démission prévue par l'article 2007 du Code Civil).

D'après nous, il convient dans ce cas d'appliquer purement et simplement la disposition de l'ar-

(5) Voir en ce sens : MM. Houpin et Bosvieux, ouvrage précité, p. 702.

ticle 2007 du Code Civil (6). En effet, aucun texte nouveau n'a modifié ce dernier, qui, par conséquent, trouve ici son application.

En conséquence, le ou les gérants associés ou non, statutaires ou non, pourraient démissionner de ses ou de leurs fonctions à toute époque, à la condition de prévenir la société et de l'indemniser du préjudice que pourrait lui causer sa ou leur décision, à moins qu'il ou ils ne se trouvent dans l'impossibilité de continuer à gérer les affaires sans éprouver personnellement un préjudice considérable.

On admet donc que le ou les gérants donnent le pas à ses ou leurs propres intérêts sur ceux de la société : « Charité bien ordonnée commence par soi-même ». C'est le seul motif légitime qui soit admis par la loi. En son absence, la démission du ou des gérants serait abusive et risquerait d'engager sa ou leur responsabilité envers la société.

g) La révocation du ou des gérants. — Le mandat disparaît par la révocation du ou des mandataires (art. 2003 du Code Civil). Cette révocation s'opère *ad nutum* (art. 2004 du Code Civil). Elle est de droit commun.

Cette révocation de droit commun ne s'applique en général que partiellement au ou aux gérants. En effet, le ou les gérants associés et statutaires ne sont révocables que pour causes légitimes (alinéa 2 de l'art. 1856 du Code Civil).

Cette révocation de droit commun ne s'applique en particulier pas du tout au ou aux gérants

(6) Voir en ce sens : MM. Pottier, ouvrage précité, pp. 125 et 126 ; Piot, ouvrage précité, p.37 ; Gain, Les S.A.R.L. 1927, p. 63 ; Auger et Michel, ouvrage précité, p. 4, fascicule 717 ; Copper Royer, ouvrage précité, pp. 217 et 218.

de la S.A.R.L. En effet, l'alinéa 3 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925 dit que les gérants associés ou non, statutaires ou non, ne sont révocables que pour causes légitimes.

Ce dernier alinéa, pas plus que l'alinéa 2 de l'article 1856 du Code Civil, ne définit les causes légitimes.

D'après nous, les causes légitimes sont des faits graves que la société pourrait reprocher au ou aux gérants.

Comme causes légitimes, on peut énumérer : l'incapacité, la mauvaise santé et l'infidélité du ou des gérants.

Que signifie la révocation pour causes légitimes ? Les auteurs ne sont pas d'accord sur le sens de cette disposition.

D'après une première opinion, le ou les gérants de la S.A.R.L. sont des mandataires. Ces derniers peuvent être révoqués conformément à l'article 2004 du Code Civil. Celui-ci dit que : « le mandant peut révoquer sa procuration quand bon lui semble, et contraindre, s'il y a lieu, le mandataire à lui remettre, soit l'écrit sous-seing privé qui la contient, soit l'original de la procuration, si elle a été délivrée en brevet, soit l'expédition, s'il en a été gardé minute ». Il en est de même du ou des gérants.

Celui ci- ou ceux-ci n'ont plus le droit de continuer à gérer En effet, il ou ils ne représentent plus la S.A.R.L.

Les tiers ne peuvent, non plus, opposer les actes du ou des gérants à la société, si la révocation a été publiée (*a contrario* de l'art. 2005 du Code Civil).

Ils peuvent seulement opposer ses ou leurs ac-

tes à la société, si la révocation a été notifiée au ou aux seuls gérants (art. 2005 du Code Civil).

Le ou les gérants ont l'obligation de rendre compte de sa ou de leur gestion et de se retirer.

Cette révocation peut constituer un acte légitime. Dans ce cas, le ou les gérants n'ont pas droit à indemnité. Mais elle peut aussi constituer un acte illégitime. Dans cette hypothèse, le ou les gérants ont une action contre la société. Cette dernière ne vise pas à réinstaller le ou les gérants. Elle a seulement pour but d'allouer une indemnité au ou aux gérants (7).

Voilà tout ce qu'a voulu dire, et, juridiquement, on peut même ajouter : voilà tout ce que peut vouloir dire l'alinéa 3 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925.

De plus, les travaux préparatoires sont absolument nets et précis sur cette même question.

Le rapporteur de la loi à la Chambre des Députés, M. Manceau, déclarait, le 16 Novembre 1921 : « En réalité, cependant, il y a peu de différence entre le droit de révocation *ad nutum* et le droit de révocation uniquement pour causes légitimes. Il n'en résulte, en effet, aucunement que les associés soient obligés de prouver la légitimité de leurs griefs avant de procéder à la révocation. Celle-ci est un fait devant lequel le gérant ne peut que s'incliner, volontairement ou par autorité de justice, sous réserve des réparations qu'il se croira fondé à obtenir. »

M. Chapsal, rapporteur de la loi au Sénat, a

(7) Voir en ce sens : MM. Copper Royer, ouvrage précité, p. 222 ; Gain, ouvrage précité, pp. 62 et 63 ; Chapsal, Des S.A.R.L., leur régime d'après la loi du 7 Mars 1925, 1926, p. 55 ; Auscher, Les S.A.R.L. 1929, p. 25.

fait des déclarations exactement identiques et qu'on ne peut, du reste, que reconnaître comme strictement conformes aux principes du droit : « La différence, disait-il, est peu sensible entre le droit de révocation *ad nutum* et la révocation uniquement pour motifs légitimes. Les associés ne sont pas tenus, avant de procéder à la révocation, de faire la preuve de la légitimité de leurs griefs. Mais le gérant conserve toujours le droit de s'adresser à la justice, s'il se croit fondé à demander des dommages-intérêts. »

La Chambre de Commerce de Strasbourg avait émis le vœu que le ou les gérants pussent, à l'exemple des administrateurs des sociétés anonymes, être révocables à tout moment ; mais sous réserve des dommages-intérêts qu'il ou ils auraient été en droit de réclamer, en vertu de la loi ou de son contrat.

Critique de cette opinion. — Cette opinion n'a pas beaucoup de partisans. Elle nous paraît ouvertement injustifiable. Elle doit être rejetée malgré la netteté de l'opinion des rapporteurs. En effet, il y a une différence énorme entre la révocation *ad nutum* prévue par l'art. 2004 du Code Civil et celle pour justes motifs prévue par l'alinéa 3 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925.

Celle-là est à la libre disposition du mandant, sauf indemnité due au ou aux mandataires en cas d'abus.

Celle-ci est à la libre disposition de la société en cas de justes causes. Elle est annulable devant les tribunaux si les justes motifs ne sont pas prouvés. S'il en était autrement, on n'avait pas besoin de formuler l'alinéa 3 de l'article 24. En d'autres termes, le droit commun de la révocation suffisait largement. Enfin, si on sentait le besoin de refor-

muler ce dernier, alors l'alinéa 3 de l'article 24 devait être rédigé autrement.

D'après nous, le ou les gérants peuvent faire l'objet de la révocation. Celle-ci est seulement conditionnée par des causes légitimes. En d'autres termes, elle doit avoir nécessairement de justes motifs. Elle n'a pas de valeur, par conséquent, à défaut de ces derniers (8).

Le ou les gérants peuvent s'incliner devant la décision de la révocation de la société. Dans ce cas, il ou ils rendent compte de sa ou de leur gestion et se retirent. Cette hypothèse est d'ailleurs extrêmement rare.

Si le ou les gérants trouvent la révocation légitime, il n'y a pas la moindre difficulté.

Mais il ou ils peuvent trouver la révocation illégitime. Dans ce cas, il ou ils peuvent s'adresser à la justice. Il ou ils doivent apporter irrémédiablement la preuve de l'illégitimité de la cause de révocation. En effet, le ou les gérants sont demandeurs et la charge de fournir des preuves lui ou leur incombe.

La justice a un pouvoir d'appréciation souverain. Elle peut connaître la légitimité de la cause. Dans ce cas, la révocation devient rétroactivement définitive.

Elle peut méconnaître la légitimité de la cause. Dans ce cas, la révocation est rétroactivement annulée. Par conséquent, le ou les gérants peuvent reprendre la gestion de la société. Ils ou ils peuvent recevoir aussi des dommages-intérêts.

Le ou les gérants peuvent discuter la décision de la révocation de la société. Or, la révocation con-

(8) Voir en ce sens : M. Ripert, ouvrage précité, pp. 885 et 886.

testée n'a, selon nous, aucune valeur. Dans ce cas, le ou les gérants peuvent continuer à gérer la société à ses ou à leurs risques et périls. Cette hypothèse est extrêmement fréquente. En d'autres termes, elle constitue le droit commun.

Dans ce cas, la société n'a d'autre issue que de s'adresser à la justice. Etant demanderesse, c'est à elle qu'incombe la charge de fournir des preuves.

La justice a un pouvoir souverain d'appréciation. En effet, il s'agit d'une question de fait.

Elle peut méconnaître la légitimité de la cause. Cette méconnaissance de la légitimité de la cause est considérée comme une condition résolutoire et suspensive.

Elle est résolutoire, car elle anéantit rétroactivement la révocation. Elle considère que le ou les gérants n'en a ou n'en ont jamais été l'objet. Elle régularise et consolide la gestion de la période litigieuse (art. 1179 du Code Civil).

Elle est suspensive, car elle valide rétroactivement les actes conclus pendant la durée du procès. Elle considère en même temps que ceux-ci ont été toujours conclus valablement (art. 1179 du Code Civil).

La méconnaissance de la légitimité des causes impose dans la plupart des cas la dissolution de la société (9).

En effet, si le gérant, dont les associés ont demandé la révocation, fait lui-même partie de la société, c'est qu'il existe entre les associés une mésintelligence telle que tout rapport entre eux et la société paraît impossible, et que par là-même, le bon fonctionnement de la société est compromis.

(9) Voir en ce sens : M.M. Drouets, ouvrage précité, p.27; Pic et Baratin, ouvrage précité, pp. 309 et 310.

C'est là un juste motif de dissolution et le conflit ne pourra prendre fin que par cette dissolution même, si toutefois les associés n'arrivent pas à rétablir entre eux l'harmonie et la bonne entente.

Mais si le gérant est étranger à la société, faudra-t-il donc que les associés le supportent pendant toute la durée de son mandat ?

Si sévère que puisse être cette solution, il semble que l'affirmation n'est pas douteuse. Les associés devront conserver ce gérant, à moins qu'ils ne se décident à dissoudre la société. Mais dans ce cas, le gérant pourra se faire accorder par justice, une indemnité à titre de réparation du préjudice que la dissolution anticipée lui aura causé, à moins, cependant, que celle-ci ne puisse se justifier par d'autres causes.

Elle peut même accorder des dommages-intérêts au ou aux gérants victimes de la révocation arbitraire.

La justice peut, au contraire, connaître la légitimité de la cause. Dans ce cas, le ou les gérants cessera-t-il ou cesseront-ils d'administrer, du jour du jugement du tribunal ou de celui de la révocation par la société ?

C'est une question discutée sur laquelle la jurisprudence n'est pas encore fixée.

La Cour de Rennes fait remonter la révocation au jour du jugement (10). En conséquence, tous les actes accomplis entre la révocation et le jugement sont inattaquables.

D'après cette décision, il faudrait conclure que la révocation est judiciaire. Il n'en est pas du tout

(10) Voir en ce sens : Arrêt du 10 Juillet 1931, Sirey 1932, 2^e partie, p. 33.

ainsi. En effet, l'alinéa 3 de l'article 24 ne dit pas que le ou les gérants peuvent être révoqués par la société et le Tribunal doit juger la légitimité de la cause. S'il voulait même dire cela, il devrait alors être rédigé autrement.

Il serait plus juste de faire remonter la révocation au jour où elle a été prononcée. En effet, si les parties sont d'accord sur la légitimité de la cause, la révocation date de sa prononciation. Pourquoi en serait-il autrement, s'il y a contestation et chicane de la part du ou des gérants ? En outre, le choix du contraire serait une prime à la malhonnêteté (11).

En conséquence, l'approbation de la légitimité est considérée comme une condition suspensive et résolutoire.

Elle est suspensive, car elle rétroagit et consolide la révocation du jour de sa prononciation entre le ou les gérants et la société. Il en est de même à l'égard des tiers sous réserve de l'article 2005 du Code Civil.

Elle est résolutoire, car elle rétroagit et irrégularise les actes accomplis du jour de la prononciation de la révocation entre le ou les gérants et la société. Il en est de même à l'égard des tiers sous réserve de l'article 2005 du Code Civil.

Il résulte de ce qui précède que la révocation du ou des gérants est extrajudiciaire. En effet, l'alinéa 3 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925, dit que le ou les gérants ne peuvent être révoqués sans cause légitime. Il en résulte que la révocation sans cause légitime par la société, n'aura aucune valeur. Par contre, la révocation par les associés aura toute

(11) Voir en ce sens : M. Ripert, ouvrage précité, p. 886.

sa valeur, si le Tribunal, en cas de désaccord, approuve la légitimité de la cause (12).

La justice peut même accorder des dommages-intérêts à la société. Il n'en est ainsi que si le ou les gérants ont causé un préjudice quelconque à cette dernière par une résistance injustifiée (13).

La persistance du ou des gérants révoqués par les associés de continuer à gérer, crée une situation désagréable pour la société.

Cette situation n'est pas sans remède. La société peut donner à la décision de la révocation, la plus large publicité.

Cette décision doit notamment être portée à la connaissance des tiers par voie d'insertion dans un des journaux d'annonces légales. Le seul fait d'avoir procédé à cette publicité ne permet pas à la société de nier les engagements conclus en son nom et pour son propre compte par le ou les gérants révoqués (14).

La société peut aussi demander par voie de référé commercial, la nomination d'un ou de plusieurs administrateurs provisoires chargés d'assurer la gestion des affaires de la société, au lieu et à la

(12) Voir en ce sens : MM. Baudoin Bugnet, *La S.A.R.L. en France* (la loi du 7 Mars 1925), 1925, p. 30 ; Tauzin, *Memento pratique et formulaire des S.A.R.L.*, 1926, p. 46 ; Lepargneur, ouvrage précité, p. 56 ; Mennetrier, *Les S.A.R.L., commentaires pratiques, organisation fiscale et comptable*, formules 1932, p. 57 ; Auger et Michel, ouvrage précité, p. 3, fascicule 717 ; Pottier, ouvrage précité, pp. 124 et 125 ; Drouets, ouvrage précité, p. 269 ; Pic et Baratin, ouvrage précité, pp. 300 et 301 ; Piot, ouvrage précité, pp. 37 et 38 ; Houpin et Bosvieux, ouvrage précité, pp. 703 et 704 ; Parisot, ouvrage précité, pp. 122 et 123.

(13 et 14) Voir en ce sens : MM. Drouets, ouvrage précité, p. 270 ; Pic et Baratin, ouvrage précité, p. 305.

place du ou des gérants révoqués, pour toute la durée du litige (15).

Quelle est la majorité nécessaire pour la révocation ainsi que pour la demande d'appréciation de la légitimité de sa cause en justice ?

D'après une première opinion, la révocation du ou des gérants non statutaires ainsi que la demande d'appréciation de la légitimité de sa cause n'ont besoin que d'une majorité représentant plus de la moitié du capital social. Celle-ci est prévue par l'article 27 de la loi du 7 Mars 1925. Cette majorité est une majorité décroissante.

Il en est de même de la révocation du ou des gérants statutaires et de la demande d'appréciation de la légitimité de sa cause. Il n'y a pas lieu d'exiger, dans ce cas, la réunion des conditions plus rigoureuses de l'article 31 de la loi du 7 Mars 1925. Ce dernier n'a pas entendu faire une distinction entre la révocation du ou des gérants non statutaires ainsi que la demande d'appréciation de la légitimité de sa cause, et la révocation du ou des gérants statutaire ainsi que la demande d'appréciation de la légitimité de sa cause (16).

D'après nous, la révocation du ou des gérants non statutaires, ainsi que la demande d'appréciation de la légitimité de sa cause exigent une majorité représentant plus de la moitié du capital social.

Mais la révocation du ou des gérants statutaires, ainsi que la demande d'appréciation de la légitimité

(15) Voir en ce sens : MM. Drouets, ouvrage précité, p. 272 ; Piot, ouvrage précité, p. 38 ; Parisot, ouvrage précité, p. 122 ; Houpin et Bosvieux, ouvrage précité, p. 703.

(16) Voir en ce sens : MM. Lepargneur, ouvrage précité, p. 57 ; Houpin et Bosvieux, ouvrage précité, pp. 703 et 704 ; Drouets, ouvrage précité, p. 267 ; Pic et Baratin, ouvrage précité, p. 310.

de sa cause exigent la majorité de l'article 31 de la loi du 7 Mars 1925. En effet, la révocation du ou des gérants statutaires, ainsi que la demande d'appréciation de la légitimité de sa cause entraînent la modification des statuts. Celle-ci n'est possible que sous une double majorité : une majorité en nombre, la moitié plus un des associés, et une majorité en somme : il faut que cette moitié, plus un des associés, représente les $\frac{3}{4}$ du capital social. C'est là une majorité irréductible (17).

L'alinéa 3 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925 est-il d'ordre public ?

La rigueur des solutions admises par l'alinéa 3 de l'article 24 de la loi sus-vue, et la gravité de la situation dans laquelle la société peut se trouver placée à la suite de la révocation du ou des gérants donnent un intérêt particulier à la question de savoir si la disposition de l'alinéa 3 de l'article 24 a un caractère prohibitif.

D'après une première opinion, la disposition de l'alinéa 3 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925, est d'ordre public. En conséquence, les parties ne pourraient pas valablement insérer dans l'acte constitutif une clause aux termes de laquelle le ou les gérants seraient révocables *ad nutum*. Cette clause est nulle. Elle entraîne aussi la nullité de la société. En effet, celle-ci est constituée en violation d'un principe et d'une règle imposée par la loi (18).

Cette opinion a un caractère excessif et ne peut être considérée comme exacte.

D'après nous, la disposition de l'alinéa 3 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925, n'est pas impérative.

(17) Voir en ce sens : M. Parisot, ouvrage précité, p. 122.

(18) Voir en ce sens : M. Pottier, ouvrage précité, p. 125.

Elle est l'expression de la volonté présumée des parties. En effet, la formule employée par l'alinéa 3 de l'article 24 n'est pas plus absolue que celle dont se sert l'alinéa 2 de l'article 1856 du Code Civil. Tout le monde admet cependant que ce dernier texte n'est pas d'ordre public et que les parties peuvent y déroger (19). On n'aperçoit pas, d'autre part, pourquoi la S.A.R.L., qui a un caractère mixte, serait soumise, au point de vue de la révocation du ou des gérants, à des règles plus rigoureuses que les sociétés de personnes. La faculté de déroger à l'alinéa 3 de l'article 24 est très utile pour les S.A.R.L. Elle est la contre-partie des pouvoirs considérables dont le ou les gérants disposent (20).

En conséquence, les statuts ou l'acte de nomination du ou des gérants, peuvent stipuler que ce ou ces derniers pourront être révoqués *ad nutum*, sans motif, sans délai et sans indemnité, sans que cette dernière clause puisse, bien entendu, exonérer la S.A.R.L. des fautes de droit commun qu'elle pourrait commettre en exerçant son droit de révocation. Ils peuvent le ou les déclarer révocables seulement dans des cas limitativement déterminés.

L'alinéa 3 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925 est-il justifiable ?

La disposition de l'alinéa 3 de l'article sus-dit est une institution fort heureuse. Elle accorde au ou aux gérants une autorité et une sécurité plus grandes. En effet, la S.A.R.L. est souvent une so-

(19) Voir en ce sens : l'arrêt de la Chambre de Requête du 25 Novembre 1872. Sirey 1873, 1^{re} partie, p. 385.

(20) Voir en ce sens : MM. Pic et Baratin, ouvrage précité, p. 30 ; Piot, ouvrage précité, p. 38 ; Houpin et Bosvieux, ouvrage précité, p. 704.

ciété de famille où il importait d'assurer au père de famille fondateur, une situation radicalement stable (21).

APPENDICE

La cessation des fonctions du ou des gérants a besoin d'être connue par les tiers.

Les actes entraînant la cessation des fonctions du ou des gérants devraient être déposés au greffe du Tribunal de Commerce du siège social.

Cette publicité est prévue par l'alinéa 1^{er} de l'article 17 de la loi du 7 Mars 1925. Elle devrait être faite dans le mois des actes qui entraînent la cessation des fonctions du ou des gérants.

Ils devraient être publiés dans un journal d'annonces légales du siège social et du siège de chacune des agences.

Cette formalité est prévue par l'alinéa 3 de l'article 17 et l'article 15 de la loi du 7 Mars 1925. Elle devrait être accomplie dans le mois des actes qui mettent fin aux fonctions du ou des gérants.

L'inobservation des formalités de dépôt et de publication entraîne la nullité des dits actes (alinéa 5 de l'art. 17 de la loi du 7 Mars 1925).

Cette nullité ressemble en tous points à celle déjà vue pour le défaut des formalités de dépôt et de publication de la nomination du ou des gérants non originaires (22).

(21) Voir en ce sens : MM. Pic et Bâratin, ouvrage précité, p. 30 ; Piot, ouvrage précité, p. 38 ; Auger et Michel, ouvrage précité, p. 3, fascicule 717 ; Drouets, ouvrage précité, p. 273.

(22) Voir à cet égard : pp. 51, 52 et 54.

Ils devraient être inscrits au registre du Commerce du siège social et du siège de chacune des succursales.

Cette formalité est prévue par les alinéas 1^{ers} des articles 7 et 11 de la loi du 18 Mars 1919. Il devrait y être procédé dans le mois des actes qui entraînent la cessation des fonctions du ou des gérants (art. 12 de la loi du 18 Mars 1919).

L'inobservation de la formalité d'inscription au registre du commerce entraîne une amende.

Cette dernière ressemble en tous points à celle prévue en cas de défaut de la formalité d'inscription au registre du Commerce de la nomination du ou des gérants (23).

(23) Voir à cet égard : pp. 56 et 57.

CHAPITRE IV

LES POUVOIRS DU OU DES GÉRANTS

Le Code de Commerce et la loi du 24 Juillet 1867 qui forment la charte des sociétés commerciales sont muets sur les pouvoirs du ou des gérants et administrateurs des sociétés de personnes et de celles des capitaux.

En principe donc, les pouvoirs du ou des gérants ou administrateurs dépendent des associés. Ces derniers déterminent souverainement dans le cadre de l'objet social de l'étendue de ceux-là.

Les associés peuvent aussi garder le silence à cet égard. Dans ce cas, il faut s'adresser aux articles 1988 et 1856 du Code Civil.

Exceptionnellement, les pouvoirs du ou des gérants des S.A.R.L. sont prévus par l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925.

Pour justifier ce dernier, M. Manceau, rapporteur du projet de loi, au nom de la Commission du Commerce et de l'Industrie à la Chambre des Députés, a dit : « Votre commission a pensé qu'il arriverait souvent que les associés oublieraient de déterminer ces pouvoirs » (1).

Cette raison n'est pas tellement solide qu'elle puisse justifier la rupture avec le principe précé-

(1) Séance du 16 Novembre 1921, annexe n° 3349 du Journal Officiel du 19 Avril 1922, p. 150.

demment vu. De plus, si elle était si profonde, elle devait être acceptée pour toutes les sociétés sans exception.

La raison de cette dérogation est toute autre que celle exprimée par le rapporteur à la Chambre des Députés.

Le législateur a voulu introduire dans le droit des sociétés, par l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925, deux innovations que nous verrons par la suite.

Les pouvoirs du ou des gérants soulèvent les questions les plus diverses que nous étudierons dans l'ordre suivant :

A. — L'étendue des pouvoirs du ou des gérants ;

B. — La qualité des pouvoirs du ou des gérants ;

C. — La rémunération du ou des gérants ;

D. — La durée des pouvoirs du ou des gérants.

A. — L'étendue des pouvoirs du ou des gérants

L'étendue des pouvoirs est prévue par l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925. D'après ce dernier : « sauf stipulation contraire des statuts, ils (les gérants) ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la société en toutes circonstances ; toute limitation contractuelle des pouvoirs des gérants est sans effet à l'égard des tiers ».

Cet alinéa est rédigé defectueusement. C'est pourquoi il a donné naissance à trois interprétations différentes.

D'après une première opinion, le ou les gérants ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la société en toutes circonstances. Ces derniers peuvent être limités. Ces restrictions peuvent être statutaires ou non.

Les restrictions statutaires et publiées sont opposables aux tiers. Cela résulte du membre de phrase qui dispose que sauf stipulation contraire des statuts...

Celles résultant des contrats particuliers de gestion passés entre les associés et le ou les gérants ne sont pas opposables aux tiers. Cela résulte du membre de phrase qui prescrit que toute limitation contractuelle des pouvoirs des gérants est sans effet à l'égard des tiers. Il a pour but de mettre les tiers à l'abri des limitations clandestines (2).

Cette interprétation est conforme à l'esprit de la législation française. Elle a indirectement pour soi un jugement du Tribunal Civil de Mulhouse (3).

Critique de cette opinion. — Cette opinion comporte deux parties bien distinctes.

La première partie qui dit que le ou les gérants ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la société en toutes circonstances, ne soulève guère de critique. En effet, la loi est formelle à cet égard. Nous verrons par la suite ce qu'il faut entendre par les mots « tous les pouvoirs ».

La seconde qui détermine l'effet des limitations

(2) M. Wahl : Journal des sociétés civiles et commerciales, 1929, pp. 193 et suivantes.

(3) Jugement du 27 Mars 1928. Dalloz : Recueil périodique et critique de jurisprudence et de doctrine en matière civile, commerciale et criminelle, administrative et de droit public 1928, 2^e partie, page 153.

portées à ces pouvoirs est restée isolée en doctrine. En effet, elle fait naître franchement de multiples objections.

On se demande d'abord, quel besoin avait le législateur de disposer que toute limitation contractuelle des pouvoirs est sans effet à l'égard des tiers. Car, l'article 1165 du Code Civil suffisait à rendre inopposable aux tiers, non seulement les stipulations du contrat de gestion, mais même celles de tous autres contrats particuliers.

Par ailleurs, la terminologie du législateur serait mal venue. En effet, les statuts ont toujours constitué un contrat : le contrat de société par excellence. Par conséquent, les limitations contractuelles qui ne sont pas opposables aux tiers comprennent aussi les limitations statutaires. Or, le législateur dit que les limitations statutaires publiées sont opposables aux tiers. Il en résulte donc que le législateur se contredit (4).

Cette opinion doit être rejetée entièrement. Elle interprète le texte en question au petit bonheur. Elle lui prête une contradiction non méritée. Le texte doit être interprété à la lumière des travaux préparatoires, comme nous le verrons par la suite.

D'après une seconde opinion, le ou les gérants ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la société en toutes circonstances. Ces derniers peuvent être limités. Ces restrictions peuvent être statutaires ou non.

Les limitations statutaires peuvent être originaires ou non.

(4) Voir en ce sens : M. Broche, De quelques caractères de la gérance dans la S.A.R.L., 1933, p. 19.

Les limitations originaires statutaires publiées sont opposables aux tiers.

Les limitations statutaires non originaires, ainsi que celles résultant des contrats particuliers de gestion ne sont pas opposables aux tiers (5).

Critique de cette opinion. — Cette opinion, comme la précédente, contient deux parties.

La première partie a l'adhésion de tous les auteurs.

La seconde, qui détermine l'effet des limitations portées aux pouvoirs du ou des gérants, est restée isolée en doctrine. En effet, elle soulève ouvertement une objection des plus sérieuses.

La distinction subtile entre les limitations statutaires originaires et non originaires n'a pas une grande force. En effet, elle n'a pas une assise légale. Elle doit même être rejetée comme contraire à la généralité des termes de l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925. Cette distinction, une fois écartée, cette opinion réapparaît sous la forme de la première opinion avec toutes les vicissitudes et les critiques qu'elle soulève (6).

D'après une troisième opinion, toute société de capitaux ne peut agir que par l'intermédiaire des mandataires généraux. Ces derniers présentent un double aspect :

Au point de vue interne, ils ne sont que mandataires des associés.

Pour tout ce qui concerne les rapports exter-

(5) Voir en ce sens : MM. Lepargneur, *Journal des sociétés civiles et commerciales* 1925, p. 182 ; Tauzin, ouvrage précité, p. 48.

(6) Voir en ce sens : M. Broche, ouvrage précité, p. 18.

nes, ils sont représentants légaux d'une société qui, en tant que personne morale (art. 529 du Code Civil), est aussi incapable d'agir elle-même que le mineur en bas âge.

Cette distinction est faite dans les articles 126, 231, 235 du Code de Commerce allemand et en droit suisse.

Cette conception juridique n'est pas celle du droit français.

Elle existe néanmoins dans le droit français de la S.A.R.L. Elle se trouve dans l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925.

Les pouvoirs conférés par la loi, changent selon que le ou les gérants les exercent :

- a) Dans les rapports internes ;
- b) Dans les rapports externes.

a) *Les pouvoirs dans les rapports internes*

Nous entendons par rapports internes, ceux existant entre gérants et associés. La société est engagée au point de vue interne, si le ou les gérants contractent dans la limite des pouvoirs (alinéa 2 de l'art. 1998 du Code Civil).

En droit commun, le mandataire général ne peut accomplir que des actes d'administration (article 1988 du Code Civil).

D'après l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925, le ou les gérants, ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la société en toutes circonstances. Il constitue donc une dérogation flagrante au droit commun des pouvoirs du ou des mandataires ayant eu cours jusqu'à la loi du 7 Mars 1925. Comme on peut le remarquer, il est conçu dans des

termes très généraux. Il accorde les plus larges pouvoirs au ou aux gérants. Toutefois, il ne faut pas exagérer sa portée, au risque de mettre en jeu l'existence même de la S.A.R.L. En conséquence, il nous semble qu'il y a des actes qui ne rentrent sûrement pas dans sa prévision.

Parmi ces derniers, figurent, en premier lieu, les libéralités en général (7).

Celles-ci sont d'abord contraires à l'objet de la société. Ce dernier comprend les actes de commerce et par conséquent onéreux ; or, les libéralités, en général, sont par essence mêmes des actes gratuits.

De plus, elles sont contraires au but poursuivi par la société. Ce dernier se propose l'enrichissement et la prospérité. Or, les libéralités vont contre ce but, puisqu'elles appauvrissent la société. Par conséquent, il est interdit au ou aux gérants de disposer à titre gratuit.

Il n'y a pas d'exception à cette interdiction, sauf pour les gratifications dont l'allocation est imposée par les usages ou les convenances du commerce.

En cas de contestation, il est du ressort du juge d'apprécier souverainement s'il s'agit d'une véritable libéralité prohibée ou d'une simple gratification qui rentre dans les pouvoirs du ou des gérants.

Que décider pour les actes qui excèdent les limites de l'objet de la société ?

La généralité du texte de l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925 permettrait de penser que le ou les gérants peuvent accomplir des actes hors de l'objet de la société. Seulement cette interprétation n'aura-t-elle pas un caractère excessif ? La réponse ne peut être qu'affirmative. En ef-

(7) Voir en ce sens : M. Ripert, ouvrage précité, pp. 887 et 888.

fet, il semble impossible, en théorie comme en pratique, de faire supporter à la société les conséquences d'actes qui ne rentrent pas absolument dans l'objet de la société. Nous décidons donc, avec l'unanimité des auteurs, que les seuls actes, que le ou les gérants peuvent accomplir au nom de la société, sont ceux conformes à son objet tel qu'il a été établi par les statuts (8).

En cas de divergence, il appartient au Tribunal de statuer s'il s'agit d'un acte rentrant ou non dans l'objet de la société.

L'alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925 présume que les associés créant la S.A.R.L. veulent bien donner au ou aux gérants des pouvoirs étendus. Cette présomption entre les associés et le ou les gérants n'est pas d'ordre public. On peut y déroger, car l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925 dispose que « sauf stipulation contraire, les gérants ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la société en toutes circonstances ». Il en résulte, qu'en cas de stipulation contraire, les gérants n'ont pas tous les pouvoirs. En termes plus clairs, toute limitation des pouvoirs est valable entre les associés et le ou les gérants. Seulement, elle doit être interprétée strictement (9).

Par conséquent, au point de vue interne, l'autonomie de volonté règne en maître.

Toute transgression aux restrictions statutaires constitue une cause légitime de révocation du ou des gérants. Elle entraîne aussi la responsabilité de celui-ci ou de ceux-ci, comme nous verrons ultérieurement.

(8) Cour de Poitiers, 23 Juin 1931. Sirey 1931, 2^e partie, p. 152.

(9) Voir en ce sens : M. Drouets, ouvrage précité, p. 281.

Les pouvoirs et l'effet de leur limitation entre les associés et le ou les gérants ne cessent de soulever diverses hypothèses en pratique. Nous essaierons donc de passer en revue ces dernières, ainsi que les solutions qu'elles comportent.

Si le gérant est unique et que les statuts soient muets sur les pouvoirs, ce gérant unique a tous les pouvoirs pour agir au nom de la société, en toutes circonstances (alinéa 2 de l'art. 24 de la loi du 7 Mars 1925).

Si le gérant est unique, mais si les statuts stipulent des restrictions aux pouvoirs, ce gérant unique ne peut agir que dans les limites fixées par les associés (alinéa 2 de l'art. 24 de la loi du 7 Mars 1925).

En cas de pluralité des gérants, si les statuts sont muets sur les pouvoirs respectifs, la situation est réglée par l'article 1857 combiné avec l'alinéa 1^{er} de l'article 1859 du Code Civil. D'après cette combinaison, lorsque plusieurs gérants sont chargés d'administrer, sans que leurs fonctions soient déterminées, ou sans qu'il ait été exprimé que l'un ne peut agir sans l'autre, ils peuvent faire chacun séparément tous les actes de cette administration ; toutefois un ou plusieurs associés peuvent s'opposer à l'opération avant qu'elle soit conclue. Chacun des gérants dispose donc, conformément à l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925, des pleins pouvoirs pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sauf le droit d'opposition précédemment vu.

En cas de pluralité, chacun des gérants dispose aussi des pleins pouvoirs, lorsque les statuts se bornent à consacrer les dispositions des articles 1857 du Code Civil et 24 de la loi du 7 Mars 1925, confé-

rant expressément à chaque gérant le pouvoir d'agir seul en toutes circonstances.

En cas de pluralité des gérants, si les statuts leur interdisent d'accomplir certains actes, chaque gérant a le droit de tout faire, sauf les actes interdits (alinéa 2 de l'art. 24 de la loi du 7 Mars 1925).

En cas de pluralité des gérants, si les statuts déterminent les pouvoirs respectifs de chacun, la solution est fournie par *a contrario* de l'article 1857 du Code Civil. D'après ce dernier, lorsque plusieurs associés sont chargés d'administrer avec des fonctions déterminées, ils ne peuvent faire, chacun séparément, que les actes rentrant dans leur fonction. Chacun des gérants doit rester donc, conformément à l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925, dans la limite de ses attributions. Il résulte ainsi que les pouvoirs sortant de leurs attributions respectives, doivent être exercés conjointement.

En cas de pluralité des gérants, s'il a été stipulé que l'un des gérants ne peut agir sans l'autre ou sans les autres, la solution est prévue par l'article 1858 du Code Civil. D'après ce dernier : « s'il a été stipulé que l'un des administrateurs ne pourra rien faire sans le ou les autres, un seul ne peut, sans une nouvelle convention, agir en l'absence de celui-ci ou de ceux-ci, lors même que ce ou ces derniers seraient dans l'impossibilité actuelle de concourir aux actes d'administration ». Chacun des gérants ne peut, conformément à l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925, sans une nouvelle convention, agir en l'absence de son ou de ses autres collègues, lors même que celui-ci ou ceux-ci seraient dans l'impossibilité actuelle de concourir aux actes de gérance.

En cas de pluralité des gérants, si les statuts stipulent que les gérants ne peuvent agir qu'à la ma-

majorité, aucun gérant n'a le droit de passer outre (alinéa 2 de l'art. 24 de la loi du 7 Mars 1925).

Il en est de même, si les statuts prescrivent que les gérants doivent agir à l'unanimité.

En cas de pluralité des gérants, ceux-ci doivent : organiser un conseil de gérance au sein duquel seront discutées les questions intéressant l'administration des affaires sociales ; observer les règles qui régissent la convocation, la présidence des séances, le mode de scrutin, les majorités exigées pour la validité des décisions et la constatation de celles-ci ; exécuter les décisions prises par le conseil et se conformer aux instructions et directives qui leur sont données par ce dernier ; nommer un gérant délégué si les statuts le stipulent.

Cette dernière disposition attribue une importance exclusive au gérant délégué.

b) Les pouvoirs dans les rapports externes

Nous entendons par rapports externes, ceux existant entre gérants et tiers. La société est engagée au point de vue externe, si le ou les gérants contractent dans la limite des pouvoirs.

Ceux-ci sont prévus par l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925. D'après ce dernier, le ou les gérants ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

Sur les pouvoirs, nous n'avons rien d'autre à dire que ce que nous avons exposé en traitant des rapports entre associés et le ou les gérants.

Seulement l'alinéa 2 de l'article 24 présume que les associés créant la S.A.R.L. donnent au ou aux gérants des pouvoirs très étendus. Cette présomption à l'égard des tiers est d'ordre public. On ne peut y déroger, car l'alinéa 2 de l'article 24 de la

loi du 7 Mars 1925 prescrit : « toute limitation contractuelle des pouvoirs est sans effet à l'égard des tiers ». Il en résulte que toute limitation contractuelle des pouvoirs du ou des gérants entre les associés et ce ou ces derniers est inopposable aux tiers. En termes plus concrets, en cas de limitation contractuelle des pouvoirs, le ou les gérants conservent ceux-ci intégralement pour agir au nom de la société en toutes circonstances à l'égard des tiers (10).

Il en est de même, si cette limitation est parvenue à la connaissance des tiers (11).

Par conséquent, l'autonomie de volonté régnant en maître absolu dans les rapports internes n'a pas cours à l'égard des tiers.

Les pouvoirs du ou des gérants, et l'effet de leur limitation à l'égard des tiers, ne cessent de soulever diverses hypothèses en pratiques. Nous essaierons de passer en revue ces dernières ainsi que leur solution.

Pas de difficulté si le gérant est unique et que les statuts soient muets sur ses pouvoirs. Dans ce cas, ce gérant a tous les pouvoirs pour agir au nom de la société en toutes circonstances à l'égard des tiers (alinéa 2 de l'art. 24 de la loi du 7 Mars 1925).

Il en est de même, lorsque le gérant est unique et que les statuts lui accordent de pleins pouvoirs ou lui en enlèvent certains.

En cas de pluralité, chaque gérant doit être considéré comme ayant de pleins pouvoirs, pour agir isolément, à l'égard des tiers : si telle est l'in-

(10) Voir en ce sens : M. Mennetrier, ouvrage précité, p. 61 ; Tribunal de Commerce de la Seine, 12 Janvier 1928 ; Dalloz, Recueil hebdomadaire de jurisprudence de 1928, p. 251.

(11) Tribunal de Commerce de la Seine, 12 Janvier 1928, Dalloz, Recueil hebdomadaire de jurisprudence de 1928, p. 251.

tention des associés exprimée dans un article exprès des statuts ; si les statuts sont muets sur l'étendue des pouvoirs des gérants ; s'ils restreignent l'étendue de ces pouvoirs.

Mais que décider si les statuts déterminent les pouvoirs respectifs de chaque gérant, stipulent soit que l'un des gérants ne peut agir sans l'autre ou les autres, soit que les gérants ne peuvent agir qu'à la majorité ou à l'unanimité, etc., etc. ?

On se demande, si la limitation contractuelle des pouvoirs qui est sans effet à l'égard des tiers, concerne chaque gérant isolé ou la gérance, comme organe de la représentation de la société.

En d'autres termes, est-ce le gérant ou la gérance qui dispose des pleins pouvoirs ?

D'après une première interprétation, ces clauses qui dérogent au principe de l'omnipotence de chaque gérant, sont inopposables aux tiers. La situation serait donc la même que dans l'hypothèse où la société est administrée par un seul gérant. En faveur de cette solution, on fait valoir que l'alinéa 2 de l'article 24 est absolu dans ses termes et déclare d'une manière générale, que les limitations contractuelles des pouvoirs des gérants sont sans effet à l'égard des tiers. Par suite, les pouvoirs de chacun des gérants, tout comme ceux du gérant unique, sont définis par la loi en dehors des statuts qui ne peuvent y déroger (12).

Critique de cette interprétation. — Cette interprétation nous paraît inadmissible. En effet, elle

(12) Voir en ce sens : M. Pottier, ouvrage précité, pp. 121 et 122 ; Tribunal de Commerce de Saint-Etienne, 7 Février 1933, Recueil des sommaires de la jurisprudence française 1933, p. 2500.

est trop étroite. Elle ajoute au texte en prétendant que, nonobstant toutes clauses contraires, chaque gérant est, pour son compte personnel, investi de pleins pouvoirs. Elle prive la société de toute idée de collaboration. Enfin, elle crée un état anarchique là où les associés ont voulu, par des clauses appropriées, instaurer l'unité et la continuité de la direction.

D'après nous, ces clauses qui dérogent au principe de l'omnipotence de chaque gérant dûment publiées, sont opposables aux tiers. En effet, dans de pareils cas, c'est à l'ensemble des gérants qu'appartiennent les pleins pouvoirs prévus par l'alinéa 2 de l'article 24 et non à chacun d'eux isolément. Il est vrai que les statuts ne peuvent restreindre les pouvoirs légaux de l'ensemble des gérants. Mais du moment que les statuts respectent la toute puissance de la gérance, considérée comme organe de la représentation de la société, ils peuvent restreindre les pouvoirs d'action de chaque gérant isolé et cette restriction est valable à l'égard des tiers (13).

En droit, l'alinéa 2 de l'article 24 ne constitue pas un argument contre notre interprétation.

D'abord, parce que la disposition qu'il contient évoque même une idée de pluralité. En effet, il dit que les gérants, c'est-à-dire l'ensemble des gérants, ont tous les pouvoirs. Il en résulte au contraire que chaque gérant peut ne pas avoir tous les pouvoirs.

En outre, s'il ne pense pas ainsi, il prévoit tout au moins la gestion à plusieurs. Or, cette dernière ne peut être réalisée que par un accord de volonté de la majorité, ou de l'unanimité des gérants ou d'après une certaine distribution de leurs pouvoirs

(13) Voir en ce sens : MM. Pic et Baratin, ouvrage précité, pp. 315 et 316 ; Drouets, ouvrage précité, p. 288.

ou autres. Il est aisé de comprendre, d'ailleurs, que c'est là une solution qui répond à un besoin strict partout où l'importance des intérêts à gérer, ou bien la nature particulière de l'industrie, réclame le concours des compétences diverses. En effet, toutes les capacités nécessaires pour diriger telle ou telle affaire ne se rencontrent pas toujours dans la même personne et c'est au contraire par la réunion des capacités d'ordres différents qu'une direction compétente et forte peut être organisée.

Enfin, ces clauses concernent plutôt une meilleure administration des pleins pouvoirs et non les pleins pouvoirs proprement dits.

Par suite, si un engagement a été contracté par un seul gérant, alors que d'après les statuts il sortait de ses attributions, ou il ne pouvait être pris valablement que par la majorité, ou l'unanimité des gérants, la société n'est pas engagée (14).

Justification de la troisième opinion. — La première partie de cette opinion qui dit que : « sauf stipulation contraire des statuts, les gérants ont tous les pouvoirs en toutes circonstances pour agir au nom de la société », n'a pas besoin d'être justifiée. Elle n'est, en somme, qu'une des applications de l'article 1134 du Code Civil qui dit que : « les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ».

La seconde partie de cette opinion qui dit que : « les gérants ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la société, en toutes circonstances; toute limitation

(14) Voir en ce sens : Tribunal de Commerce de Béthune, 11 Décembre 1929. Dalloz : Recueil périodique et critique de la jurisprudence, de législation et de doctrine en matière civile, commerciale et criminelle, administrative et de droit public de 1931, 2^e partie, p. 153.

contractuelle des pouvoirs des gérants est sans effet à l'égard des tiers », se justifie très facilement.

Elle est d'abord conforme à l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925. Ce dernier n'est que la traduction du paragraphe 37 de la loi allemande du 29 Avril 1892. Celui-ci est ainsi libellé : « A l'égard des tiers, une restriction apportée aux pouvoirs des gérants représentant la société, n'a pas d'effets juridiques ». Il constitue une des applications du principe de la représentation, dit de la procura.

Ce principe consacre le droit absolu et immuable de représentation du mandataire commercial, inscrit à cet effet au registre du Commerce. Après avoir satisfait à cette brève formalité de publicité ordonnée par la loi, le mandataire de droit allemand dispose de tous les pouvoirs résultant de l'activité commerciale de son mandant à l'égard des tiers. Il en est de même, si ce dernier a voulu limiter les pouvoirs à certains actes, se réserver d'en passer lui-même les plus graves, tout en le spécifiant nettement à l'origine du mandat et le portant à la connaissance des tiers. Par conséquent, il sera lié à l'égard des tiers par les actes passés en son nom, contre sa volonté même, et ne pourra que réclamer des dommages-intérêts à son mandataire en raison du manquement de celui-ci à ses obligations personnelles.

C'est cette même règle que le paragraphe 37 de la loi allemande du 29 Avril 1892 applique aux gérants à l'égard des tiers. Ceux-ci n'ont point à chercher si le gérant de société avec lequel ils traitent a le pouvoir de signer le contrat ou l'acte qu'ils envisagent. Le paragraphe sus-cité, plus soucieux de leur sécurité que de la volonté des associés avec les-

quels cependant ils s'engagent, leur assure que l'acte passé par le gérant conservera, en tout état de cause, sa pleine validité.

D'après ce paragraphe, la volonté des associés est donc primée par l'intérêt des tiers, qui prévaut pour la sécurité des transactions commerciales. Il ne s'agit donc plus du mandat, émanation des volontés privées, mais d'une représentation légale organisée d'une façon immuable et fondée sur le crédit.

Telle est l'interprétation fournie au paragraphe 37 de la loi allemande du 29 Avril 1892. Il en doit être de même de l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925 qui n'est que sa traduction.

Elle est aussi conforme aux travaux préparatoires. Pour nous en convaincre, il suffit de nous référer aux paroles du rapporteur de la Commission, M. Manceau, qui reproduisent les termes mêmes employés par la Chambre de Commerce de Strasbourg dans son rapport : « Il a paru à la Commission, dit M. Manceau, indispensable, dans l'intérêt de la sécurité des transactions commerciales, de prévoir une disposition suivant laquelle toute limitation contractuelle des pouvoirs des gérants est sans effet à l'égard des tiers. Ceux-ci doivent, en effet, être assurés que la société ne pourra jamais renier les engagements pris en son nom par ses représentants. Il est bien entendu que ces diverses dispositions n'atténuent en aucune manière la responsabilité du ou des gérants vis-à-vis de la société » (15).

Ces termes ont d'ailleurs été repris à nouveau par M. Chapsal, rapporteur au Sénat de la Commis-

(15) Voir : Annexe n° 3349 du Journal Officiel de 1923, p. 150.

sion du commerce et de l'industrie, chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre.

Critique de la seconde partie de l'alinéa 2 de l'art. 24 de la loi du 7 Mars 1925. — Le système consacré par la seconde partie de l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi sus-dite, n'est franchement pas à approuver.

En faveur de ce système, on a fait valoir la sécurité plus grande qu'il apporte dans les relations commerciales, puisque les tiers qui traitent avec les gérants ont l'assurance que la société ne pourra pas renier par la suite, les engagements pris en son nom, par ses représentants.

On peut se demander, toutefois, si la sécurité des tiers n'est pas obtenue aux dépens de celle des associés. En effet, la volonté de ceux-ci est impuissante à restreindre les pouvoirs et la libre initiative des gérants, et ceux-ci gardent toujours la faculté d'agir en maîtres absolus et de consentir, au nom de la société, les actes les plus graves. Il est douteux, d'autre part, que les nécessités du crédit exigent une telle rigidité des pouvoirs des gérants, dès l'instant où l'on admet que, pour être opposables aux tiers, les clauses qui restreignent ces pouvoirs, doivent avoir été publiées conformément à la loi. Il suffit, au surplus, à ceux qui veulent contracter avec la société en toute sécurité, de consulter les statuts. C'est pour tout contractant un devoir d'élémentaire prudence de vérifier la régularité et l'étendue des pouvoirs de son ou de ses cocontractants.

A P P E N D I C E

LE OU LES GÉRANTS PEUVENT-ILS CONCLURE DES ACTES DANS LESQUELS ILS SONT INTÉRESSÉS ?

Il peut arriver que le ou les gérants soient appelés à conclure avec la société ou pour son compte, des actes dans lesquels il ou ils sont personnellement intéressés.

On peut se demander s'il ou ils ont le pouvoir d'agir ainsi.

D'après une première opinion, il n'a ou ils n'ont pas ce pouvoir. Cette solution résulte de l'alinéa 1^{er} de l'article 40 de la loi du 24 Juillet 1867. Celui-ci interdit au ou aux administrateurs des sociétés anonymes de prendre ou de conserver un intérêt direct ou indirect dans une entreprise ou dans un marché fait avec la société ou pour son compte, à moins qu'il ou ils n'y soient autorisés par l'assemblée générale ordinaire. Il a manifestement donc pour but d'empêcher des abus du ou des administrateurs des sociétés anonymes. Il doit donc s'appliquer au ou aux gérants des S.A.R.L. pour leur enlever la possibilité de ces mêmes abus.

Cette opinion nous paraît critiquable. Il n'est pas possible d'étendre indéfiniment le domaine d'application de l'alinéa 1^{er} de l'article 40 de la loi du 24 Juillet 1867. Or, une disposition d'ordre public doit être interprétée littéralement et strictement. De plus, les termes : « il est interdit aux administra-

teurs » excluent toute autre personne. Il faut donc reconnaître avec nous que son application au ou aux gérants des S.A.R.L., qui n'existaient pas à ce moment, dépasse la prévision même du législateur. Enfin, on n'a jamais dit nulle part que deux situations voisines doivent nécessairement recevoir une même solution.

D'après nous, le ou les gérants ont ce pouvoir. En effet, aucun principe juridique ne le lui ou ne le leur prohibe. De plus, en raison du silence de la loi du 7 Mars 1925, il lui ou il leur est impossible d'appliquer l'alinéa 1^{er} de l'article 40 de la loi du 24 Juillet 1867. Afin d'être couvert contre toute suspicion, il lui ou leur est conseillé de contracter ouvertement. Chaque gérant doit, en plus, traiter avec ses collègues, en cas de pluralité. Le gérant unique doit traiter avec les associés ou leurs délégués (16).

B. — *La qualité des pouvoirs du ou des gérants*

On se demande si le ou les gérants peuvent déléguer tout ou partie de ses ou de leurs pouvoirs.

La loi du 7 Mars 1925 ne s'explique pas sur le point de savoir si, oui ou non, le ou les gérants peuvent déléguer ses ou leurs pouvoirs. Par conséquent, c'est au principe posé par l'alinéa 1^{er} de l'article 1994 du Code Civil qu'il convient de nous référer.

D'après ce dernier, le ou les gérants bénévoles peuvent, en principe, déléguer ses ou leurs pou

(16) Voir en ce sens : MM. Pic et Baratin, ouvrage précité, pp. 310 et 311 ; Baudouin Bugnet, ouvrage précité, p. 33 ; Auger et Michel, ouvrage précité, p. 5, fascicule 71⁷ ; Houpin et Bosvieux, ouvrage précité, p. 706 ; Parisot, ouvrage précité, p. 127.

voirs. La délégation du ou des pouvoirs est donc possible si les statuts sont muets. Il en est de même, et à plus forte raison, en cas d'autorisation statutaire.

Cette délégation peut porter sur tous les pouvoirs ou sur une partie seulement. Elle peut être faite par un gérant associé ou non. Elle peut être faite au profit d'un étranger, et à plus forte raison, à celui d'un associé non gérant. Celui-ci, en effet, ne se trouve pas sous le coup de la prohibition de l'article 27 du Code de Commerce qui interdit aux commanditaires, dans les sociétés en commandite, d'accomplir aucun acte de gestion, même en vertu de procuration, ni même sous le coup de la sanction prévue par l'article 28 du Code de Commerce.

La délégation peut être temporaire ou perpétuelle.

Seulement cette délégation peut entraîner la responsabilité du ou des gérants. Celle-ci varie suivant que la délégation résulte du manque de prévision ou au contraire d'une stipulation expresse des statuts.

Quand les statuts sont muets sur la délégation, il n'est pas douteux que, dans tous les cas, le gérant est responsable de tous les actes de son délégué.

Lorsque les statuts reconnaissent expressément au gérant le droit de déléguer, sans désignation de personne, le gérant n'est pas responsable des fautes de celui qu'il choisit, à moins qu'il n'ait fait choix d'une personne notoirement incapable ou insolvable.

Si ce tiers est nommément désigné dans les statuts, le gérant n'est pas responsable de sa gestion et cela sous aucune réserve ni distinction.

Toutefois, le ou les gérants ne peuvent déléguer ses ou leurs pouvoirs, s'il est ou s'ils sont sala-

riés ou choisis par suite de ses ou de leur habileté et talent.

Il ou ils ne peuvent non plus déléguer ses ou leurs pouvoirs si les statuts le lui ou le leur interdisent.

Cette interdiction peut porter sur tous les pouvoirs ou sur certains. Elle peut viser tous les gérants ou certains d'entre eux.

c) La rémunération du ou des gérants

D'après l'alinéa 1^{er} de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925, le ou les gérants peuvent être non salariés ou salariés.

On peut se demander dans quel cas le ou les gérants sont non salariés ou salariés.

D'après l'article 1986, le mandat est gratuit s'il n'y a pas de convention contraire.

Il résulte de ce texte que le ou les gérants sont, en principe, non salariés. Par gratuité, il faut entendre, bien certainement, le ou les gérants qui ne reçoivent sous aucune forme et d'aucune manière, une rétribution. Il va sans dire que si le ou les gérants ont des parts sociales représentant des apports en nature ou des versements en espèces, les bénéfices leur revenant du chef de leurs parts, indépendamment de leur situation de gérant, n'ont pas pour effet de le ou de les considérer comme des gérants salariés. Il est ou ils sont gérants quand même avec toutes les charges et les responsabilités de ces fonctions. Extrêmement rares sont les statuts qui ne stipulent pas au profit du ou des gérants une rétribution quelconque. En effet, avec la crise d'élévation du coût de la vie, il n'est pas supposable que

l'on rencontre beaucoup de gérants donnant leur temps, leurs soins, leurs peines, engageant leur responsabilité, sans contre-partie. Ce n'est d'ailleurs pas à souhaiter, car les associés ne pourront pas se montrer aussi exigeants en face du ou des gérants travaillant pour les autres. En effet, dans ce cas, la responsabilité du ou des gérants est moins lourde.

Par conséquent, le ou les gérants n'ont droit à une rémunération qu'autant qu'elle a été convenue. C'est donc à lui ou à eux à en faire la preuve, et à défaut de cette preuve, il ou ils ne pourront exiger aucun émolument.

Le ou les gérants sont salariés s'il y a convention contraire. Cette dernière peut être expresse. Elle peut être tacite, c'est-à-dire résulter, soit des circonstances mêmes dans lesquelles le mandat a été donné, soit de la profession du ou des gérants. Il y a en effet des personnes dont la profession consiste à faire des actes pour autrui. En fait, le ou les gérants salariés sont beaucoup plus nombreux que les autres. En effet, il est d'usage de rémunérer le ou les gérants pour le ou les indemniser de son ou de leur travail, de son ou de leur temps, des soins qu'il ou qu'ils apportent à l'administration de la société, des soucis qu'elle lui ou qu'elle leur donne et aussi de la responsabilité qu'il ou ils assument. Il ou ils reçoivent souvent une rémunération en harmonie avec l'importance de l'affaire. Dans ce cas, la responsabilité du ou des gérants est plus lourde.

Cette rétribution peut être prévue par les statuts ou par un acte postérieur.

La loi ne prescrit rien en ce qui concerne les procédés de la rémunération. Ceux-ci sont laissés à la libre appréciation des associés. Par conséquent, la rémunération revêt diverses formes qui se conçoivent soit seules, soit réunies,

Les formes les plus habituelles sont :

a) Une rémunération fixe mensuelle et déterminée dans les accords portée sur les frais généraux ;

b) Une participation spéciale dans les bénéfices et en dehors de ceux qui peuvent revenir au ou aux gérants, comme représentation de bénéfices afférant à leurs parts sociales respectives !

Que décider dans le cas où la participation aux bénéfices nets est consentie sans aucune autre indication ?

En d'autres termes, la participation aux bénéfices est accordée avant ou après la déduction de la réserve légale prévue par l'alinéa 1^{er} de l'article 33 de la loi du 7 Mars 1925.

D'après nous, elle ne peut être calculée qu'après la déduction de la réserve imposée par la loi. En effet, au point de vue légal, le bénéfice est celui qui reste, après déduction de la réserve.

Toutefois, les parties peuvent stipuler que la participation aux bénéfices peut être prélevée avant la déduction de la réserve légale. Cette stipulation ne tombe pas sous le coup de la disposition légale qui interdit la distribution des bénéfices avant la constitution de la réserve. Elle prévoit, au contraire, le montant des salaires ou le supplément de ceux-ci calculé sur une base déterminée par les parties, qui sera inscrit au poste des frais généraux (17) ;

c) Une remise sur le chiffre d'affaires ;

d) Une rémunération proportionnelle ou progressive au-dessus d'un certain chiffre d'affaires ;

(17) Voir en ce sens : M. Pottier, ouvrage précité, p. 113.

e) Des avantages de logement, de chauffage, d'éclairage, de service de voiture, etc... ;

f) Et, en outre, beaucoup d'autres formes qui découlent de la nature même des affaires et varient avec elle.

Toutes les combinaisons sont possibles, sont légales et ne dépendent que de la volonté des contractants.

D. — *La durée des pouvoirs du ou des gérants*

La durée des pouvoirs du ou des gérants est prévue par l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925. Ce dernier est extrêmement précis et donne aux associés la liberté la plus complète pour régler et déterminer, comme il leur convient, la durée des fonctions du ou des gérants. Il est la reproduction de la règle du droit commun en matière du mandat.

D'après l'alinéa 2 de l'article 24 de la loi susdite, le ou les gérants peuvent être nommés pour un temps limité. Pratiquement, il ou ils sont toujours nommés pour une durée limitée.

Cette durée peut être fixée par les statuts ou par un acte postérieur. Elle peut être plus ou moins longue. Elle peut être différente pour chaque gérant, s'il y en a plusieurs. Elle peut être la même pour tous les gérants. Il n'est pas à conseiller d'accorder les pouvoirs pour une durée limitée, étant donné les difficultés de la révocation.

D'après l'alinéa précédemment visé, le ou les gérants peuvent être nommés pour un temps illimité. Exceptionnellement, il ou ils sont nommés pour un temps illimité.

Cette durée illimitée peut résulter, soit d'une disposition des statuts, soit d'un acte postérieur. Elle peut être la durée de la société. Dans la pratique, la présence et le concours du ou des gérants étant, pour une société, un élément important de son organisation, de son fonctionnement et de son succès, ils ou ils sont nommés pour la durée de la société. Elle peut être celle de la vie du ou des gérants.

La durée illimitée peut résulter aussi du défaut de prévision dans les statuts ou dans un acte postérieur. Dans ce cas, elle sera la durée de la société.

D'après nous, la durée illimitée est franchement à conseiller, car elle facilite merveilleusement la révocation.

Par suite de l'absolue liberté, la durée des fonctions peut être limitée pour certains gérants et illimitée pour les autres.

CHAPITRE V

LA RESPONSABILITÉ DU OU DES GÉRANTS

La responsabilité du ou des gérants est de deux ordres :

- A. — La responsabilité civile ;
- B. — La responsabilité pénale.

A. — *La responsabilité civile du ou des gérants*

L'article 25 de la loi du 7 Mars 1925 dispose que : « Le ou les gérants sont responsables, conformément aux règles du droit commun, individuellement ou solidairement, suivant les cas, envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux dispositions de la présente loi, soit des violations des statuts, soit des fautes commises par eux dans leur gestion. » Il n'est que la répétition presque intégrale de l'article 44 de la loi du 24 Juillet 1867. Il consacre ouvertement la responsabilité civile de droit commun. Celle-ci est de deux sortes :

- a) La responsabilité contractuelle ;
- b) La responsabilité délictuelle.

a) *La responsabilité contractuelle du ou des gérants*

Le ou les gérants ont diverses sortes d'obligations à remplir. Il ou ils doivent se conformer aux

obligations découlant de la loi du 7 Mars 1925. Celles-ci sont très nombreuses. Il ou ils doivent respecter les obligations résultant des statuts. Il ou ils doivent satisfaire aux obligations résultant des contrats de mandat et de société.

Par conséquent, il ou ils sont responsables, soit des infractions aux dispositions de la loi du 7 Mars 1925, soit des violations des statuts, soit des fautes commises par lui ou eux dans sa ou dans leur gestion.

Cette responsabilité est contractuelle entre la société et le ou les gérants. En effet, il y a un lien tel entre celle-là et celui-ci ou ceux-ci. En d'autres termes, le ou les gérants sont les mandataires de la société.

Cette responsabilité doit être appréciée plus ou moins sérieusement, suivant que le ou les gérants sont salariés ou gratuits. En effet, en droit commun, la responsabilité du ou des mandataires salariés est appréciée plus rigoureusement que celle de celui ou de ceux qui rendent un service gratuit (alinéa 2 de l'art. 1992 du Code Civil).

Cette responsabilité est irrémédiablement individuelle si le gérant est unique.

Que décider s'il y a plusieurs gérants ? La réponse est fournie par l'article 25 de la loi du 7 Mars 1925. Celui-ci nous renvoie purement et simplement au droit commun.

Le droit romain et l'ancien droit admettaient que les co-mandataires, chargés d'une même affaire, étaient responsables solidairement de leur gestion.

L'article 1995 du Code Civil a écarté cette solidarité, parce que les obligations des mandataires puisent leur source dans un service officieux. D'après lui : « quand il y a plusieurs fondés de pouvoirs ou mandataires nommés par le même acte,

il n'y a de solidarité entre eux qu'autant qu'elle est exprimée ».

Il en résulte que chaque gérant est seul tenu de la faute qu'il a personnellement commise. S'il s'agit d'une faute commune aux divers mandataires, la responsabilité se divise entre eux.

Par exception, les co-gérants sont responsables solidairement envers la société si la solidarité a été expressément stipulée (alinéa 1^{er} de l'art. 1202 du Code Civil). Il en est de même quand ils ont commis une faute commune et concertée, c'est-à-dire quand ils ont agi dolosivement. C'est une pure application de la jurisprudence qui décide que les co-auteurs d'un délit civil sont solidairement engagés, vis-à-vis de la société, à réparer le préjudice causé.

Cette responsabilité est mise en œuvre par une décision de l'assemblée générale ordinaire. Cette dernière est prise par les associés représentant plus de la moitié du capital social (art. 27 de la loi du 7 Mars 1925).

Elle doit être réclamée par le ou les gérants si la société est *in bonis*. Puisqu'il s'agit d'une action contre le ou les gérants, cela suppose évidemment que celui-ci ou que ceux-ci sont sortis de charges ou qu'il ou ils ont été révoqués. Elle est donc obligatoirement réclamée par le ou les nouveaux gérants agissant contre le ou les anciens.

Elle est exigée par le syndic si la société est tombée en faillite.

On y procède par l'action sociale. On appelle action sociale celle exercée par la société elle-même contre le ou les gérants en faute, quand on les considère comme des mandataires de la société tenus contractuellement envers elle de bien remplir le mandat qui lui ou leur a été confié. Il importe peu que la faute reprochée au ou aux gérants soit

contractuelle ou délictuelle. Cette action a le caractère contractuel, puisqu'elle sanctionne la responsabilité contractuelle (1).

Cette responsabilité peut être mise en jeu par chaque associé.

On y procède par l'action sociale, mais exercée individuellement. On entend par action sociale exercée à titre individuel, celle intentée par les associés *ut universi* comme membres de la société. En effet, ceux-ci n'invoquent pas le préjudice qui leur est causé personnellement, mais le préjudice qui est causé à la société tout entière et qui rejaillit sur ceux-ci en tant qu'associés. Il s'agit donc bien d'une action sociale qui est la conséquence d'un préjudice causé à la société. Cette action sociale doit être exercée par le ou les gérants de la société. Or, ce ou ces derniers peuvent négliger d'agir. En pareil cas, les associés se substituent au ou aux gérants et exercent en leur nom personnel l'action qui appartient à la société (2).

L'action sociale exercée par chaque associé n'est pas une action indirecte. Pour qu'il en soit ainsi, il faut que les associés soient créanciers et exercent les droits de la société. Or, les associés sont intéressés à la société, mais ils ne sont pas ses créanciers. De plus, d'après l'article 1162 du Code Civil, le créancier ne peut agir que si le débiteur n'agit pas lui-même. Or, le ou les gérants ne refusent pas toujours d'agir. Il faut donc décider que l'action sociale exercée par chaque associé est une action directe (3).

(1) Voir en ce sens : M. Ripert, ouvrage précité, p. 777.

(2) (3) Voir en ce sens : M. Ripert, ouvrage précité, p. 778.

Le ou les gérants ont toujours mal vu l'action sociale exercée à titre individuel. En effet, il ou ils n'ont pas ignoré que sa ou leur responsabilité pourrait être engagée par l'action sociale intentée par chaque associé. En conséquence, il ou ils ont toujours essayé d'empêcher le libre exercice de cette action. Presque toujours, il ou ils brident celle-ci dans les statuts de la société. Il ou ils se servent, à cette fin, de deux clauses très usuelles.

La première est intitulée clause d'avis. Elle oblige l'associé qui veut poursuivre le ou les gérants de demander l'avis de l'assemblée générale ordinaire. Elle a pour but de permettre à celle-ci, soit de procéder à la réparation du vice, soit de faire des observations à l'associé sur l'administration de l'action. Elle présente une utilité vraiment incontestable. En effet, elle évite bien des surprises au ou aux gérants par le brusque exercice de l'action qui a souvent le caractère d'un chantage.

La clause d'avis a été reconnue pleinement valable par la jurisprudence. En effet, elle ne supprime pas l'action de l'associé. Elle la subordonne purement et simplement à une condition suspensive.

La seconde clause est appelée clause prohibitive. Elle soumet l'exercice de l'action par l'associé à l'autorisation de l'assemblée générale ordinaire. Cette clause est très énergique. Elle aboutit franchement à la suppression du droit de l'associé.

D'après nous, cette clause n'est pas valable. En effet, la loi du 7 Mars 1925 confère certains droits à l'associé. Ceux-ci comprennent le droit d'engager l'action sociale en cas d'inaction du ou des gérants. Si l'action sociale est soumise à l'autorisation de l'assemblée générale ordinaire, autant dire que l'associé n'a pas le droit de l'intenter. En pareil cas,

l'assemblée générale ordinaire est souvent amenée à révoquer le ou les gérants et à faire intenter l'action sociale par le ou les nouveaux gérants. Or, l'action sociale tout court, est la suite normale de la responsabilité contractuelle. Il n'en est pas de même de l'action sociale exercée à titre individuel. Celle-ci est une mesure de précaution accordée à chaque associé contre l'inaction du ou des gérants. De par son essence même, il est donc impossible qu'elle soit exercée par l'assemblée générale ordinaire (4).

L'action sociale intentée à titre individuel est transmise avec la part de l'associé. Elle n'appartient donc pas à celui qui est associé au moment de l'existence du préjudice. Elle appartient à celui qui est associé au moment de l'exercice de l'action. Il en résulte que l'action sociale accordée à chaque associé est un droit attaché à la part (5).

L'action sociale accordée à chaque associé est rarement exercée. En effet, elle impose au demandeur des frais dans l'intérêt de tout le monde. La loi du 7 Mars 1925, contrairement à celle du 24 Juillet 1867, ne prévoit aucune faculté de groupement pour favoriser l'exercice de cette action.

L'action sociale exercée par la société ou par l'associé invoque l'inexécution du contrat. Elle n'est donc plus possible si la société a reconnu à l'avance que le ou les gérants ont bien rempli son ou leur mandat. En effet, le ou les gérants sont tenus annuellement d'aviser l'assemblée générale ordinaire de la façon dont il ou ils ont géré la société. A cette fin, il ou ils doivent déposer un rapport à l'assemblée sus-nommée. Celle-ci décide, d'après le rap-

(4) (5) Voir en ce sens : M. Ripert, ouvrage précité, p. 781.

port, l'approbation ou le rejet des comptes du ou des gérants. Si elle approuve les comptes du ou des gérants, elle lui ou leur accorde le quitus de sa ou de leur gestion. Quand elle a reconnu que le ou les gérants ont bien rempli son ou leur mandat, l'action sociale disparaît. En d'autres termes, le quitus de l'assemblée générale ordinaire donné au ou aux gérants, entraîne l'impossibilité d'exercer l'action sociale. Il n'en est pas ainsi au cas où le ou les gérants auraient commis une véritable fraude pour obtenir l'approbation de sa ou de leur gestion et par conséquent son ou leur quitus de l'assemblée générale ordinaire (6).

L'action sociale exercée par la société ou intentée par chaque associé, est la suite des actes qui sont des actes de commerce accomplis par les S.A.R.L. qui sont commerciales par leur forme. Elle doit être portée par conséquent devant le Tribunal de Commerce.

Elle est prescrite par la prescription trentenaire du droit commun. Celle-ci est prévue par l'article 2262 du Code Civil.

b) La responsabilité délictuelle du ou des gérants

Nous avons vu que le ou les gérants ont diverses sortes d'obligations à remplir. Il ou ils sont responsables, s'il ou ils manquent à celles-ci.

Cette responsabilité est délictuelle ou quasi délictuelle entre le ou les gérants et les tiers. Elle résulte des dispositions des articles 1382 et 1383 du Code Civil.

(6) Voir en ce sens : M. Ripert, ouvrage précité, p. 779.

Cette responsabilité est individuelle si le gérant est unique. Elle est aussi individuelle en cas de pluralité des gérants, si la faute est imputable à l'un d'entre eux. Il en est de même si les gérants ont commis une faute commune (alinéa 1^{er} de l'art. 1202 du Code Civil). Mais une jurisprudence constante, qui remonte très loin, décide que les personnes qui ont concouru au même délit civil ou au même quasi délit, sont tenues solidairement, à l'égard de la victime, à réparer le préjudice causé. Par conséquent, en application de cette jurisprudence, la responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle des gérants, est solidaire, en cas de faute commune.

Elle est réclamée par l'action individuelle. On appelle action individuelle, celle qui est accordée à toute personne ayant subi un préjudice dans son propre patrimoine, pour réclamer une réparation contre le ou les gérants fautifs.

Cette action individuelle appartient, tout d'abord, aux créanciers sociaux (7).

Elle appartient également à chaque associé (8).

L'action individuelle naît au moment où le préjudice est causé et dans le patrimoine de l'associé préjudicié. Par conséquent, elle doit être intentée par celui qui est victime du préjudice. Si l'associé a cédé son titre, il garde tout de même le droit de demander une réparation (9).

L'action individuelle ne peut être bridée par les clauses d'avis et prohibitive des statuts. En d'autres termes, ces dernières sont inopposables aux

(7, 8, 9) Voir en ce sens : M. Ripert, ouvrage précité, p. 776.

tiers, car elles compromettent le droit individuel de ceux-ci. Par ailleurs, ce droit d'intenter l'action individuelle est par essence même hors de la charte sociale.

L'action individuelle accordée aux tiers : savoir, les créanciers et associés contre le ou les gérants, est recevable, malgré le quitus de l'assemblée générale ordinaire.

Cette action est de la compétence du Tribunal de Commerce. En effet, elle résulte d'actes qui sont ceux du commerce, accomplis par des S.A.R.L. qui sont commerciales par leur forme.

Cette action est prescrite par la prescription trentenaire (art. 2262 du Code Civil). Elle est prescrite par la prescription décennale, si elle garantit une faute qui est en même temps une faute criminelle. Elle disparaît par celle de trois ans, si elle sanctionne un manquement qui est en même temps une faute délictuelle. Elle s'éteint par celle d'un an, si elle réprime une faute qui est en même temps une faute contraventionnelle (art. 637 et suivants du Code d'instruction criminelle).

Quelle est la raison d'être de cette liaison établie par la loi entre l'action publique et l'action civile, au point de vue de la prescription ?

La raison qui a inspiré le législateur, était le désir que les juges civils ne puissent pas être amenés à constater l'existence d'une infraction pénale qui n'aurait pas été l'objet d'une répression. En effet, il y aurait scandale à ce qu'après dix, trois ou un an de la commission d'un délit, les juges accordassent une indemnité, en constatant l'existence de ce fait dommageable, alors qu'aucune poursuite

n'aurait été exercée contre l'auteur de ce dommage (10).

B. — *La responsabilité pénale du ou des gérants*

Le ou les gérants répondent pénalement :

- a) De ses ou de leurs délits de droit commun ;
- b) De ses ou de leurs délits spéciaux.

a) *Délits de droit commun*

Le ou les gérants peuvent être auteurs de délits de droit commun. Dans ce cas, il ou ils sont punis des peines prévues par le Code pénal.

b) *Délits spéciaux*

Le ou les gérants sont punis d'une amende de 50 à 1.000 francs, s'il ou ils ont omis de porter sur les actes, factures, annonces, etc..., les mentions exigées par l'alinéa 1^{er} de l'article 18 de la loi du 7 Mars 1925 (alinéa 2 de l'art. 18 de la loi du 7 Mars 1925).

Il ou ils sont punis d'une amende de 500 à 10.000 francs et d'un emprisonnement de 15 jours à 6 mois ou de l'une de ces peines seulement, s'il ou ils ont ouvert directement ou par personne interposée, une souscription publique à des valeurs mobilières quelconques pour le compte de la société (alinéas 1^{er} et 3^e de l'art. 37 de la loi du 7 Mars 1925).

(10) Voir en ce sens : M. Morel, Cours de droit civil, T. II, 1933-1934, p. 531.

Sont punis de peines portées à l'article 405 du Code pénal :

Le ou les gérants qui, en l'absence d'inventaires ou au moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré entre les associés la répartition de dividendes fictifs (alinéa 3 de l'art. 38 de la loi du 7 Mars 1925) ;

Le ou les gérants qui, même en l'absence de toute distribution de dividendes fictifs, ont présenté aux associés un bilan inexact en vue de dissimuler la véritable situation de la société (alinéa 4 de la loi du 7 Mars 1925) ;

Le ou les gérants qui, de mauvaise foi, ont fait des biens ou du crédit de la société, un usage qu'il ou ils savaient contraire à l'intérêt de celle-ci, dans un intérêt personnel ou pour favoriser une autre société dans laquelle il ou ils sont intéressés directement ou indirectement (alinéa 5 de l'art. 38 de la loi du 7 Mars 1925) ;

Le ou les gérants, qui de mauvaise foi, ont fait des pouvoirs qu'il ou ils possédaient ou des voix dont ils disposaient en cette qualité, un usage qu'il ou ils savaient contraire aux intérêts de la société dans un but personnel ou pour favoriser une autre société dans laquelle il ou ils étaient intéressés d'une manière quelconque (alinéa 6 de l'art. 38 de la loi du 7 Mars 1925).

En cas de déclaration de faillite d'une S.A.R.L., sont punis des peines prévues par l'alinéa 3 de l'article 402 du Code pénal :

Le ou les gérants qui, en cette qualité et de mauvaise foi, ont consommé de fortes sommes appartenant à la société en faisant, soit des opérations de pur hasard, soit des opérations fictives de bourse ou sur marchandises (alinéa 1^{er} de l'art. 2 du décret du 8 Août 1935) ;

Le ou les gérants qui, en cette qualité et de mauvaise foi, ont payé ou fait payer un créancier au préjudice de la masse, après la cessation des paiements (alinéa 3 de l'art. 2 du décret du 8 Août 1935) ;

Le ou les gérants qui, en cette qualité et de mauvaise foi, ont fait contracter par la société pour le compte d'autrui, sans qu'elle reçoive des valeurs en échange, des engagements jugés trop considérables eu égard à la situation lorsqu'elle les a contractés (alinéa 4 de l'art. 2 du décret du 8 Août 1935) ;

Le ou les gérants qui, en cette qualité et de mauvaise foi, ont commis l'une des infractions prévues et punies par les articles 18 et 19 de la loi du 18 Mars 1919 sur le registre du Commerce (alinéa 5 de l'art. 2 du décret du 8 Août 1935) ;

Le ou les gérants qui, en cette qualité et de mauvaise foi, n'ont pas fait, dans les 15 jours de la cessation des paiements, la déclaration au greffe du Tribunal de Commerce exigée par les articles 438 et 439 du Code de Commerce (alinéa 6 de l'art. 2 du décret du 8 Août 1935) ;

Le ou les gérants qui, en cette qualité et de mauvaise foi, ont tenu ou fait tenir irrégulièrement les livres de la société (alinéa 7 de l'art. 2 du décret du 8 Août 1935).

Sont punis des peines portées à l'alinéa 3 de l'article 402 du Code pénal, le ou les gérants qui, en vue de soustraire tout ou partie de son ou de leur patrimoine aux poursuites de la société faillie, ou de ses associés, ou de ses créanciers ont, de mauvaise foi, détourné ou dissimulé, tenté de détourner ou tenté de dissimuler, une partie de leurs biens, ou se sont frauduleusement reconnus débiteurs des

sommes qu'il ou ils ne devaient pas (art. 4 du décret du 8 Août 1935).

En cas de déclaration de faillite d'une S.A.R.L., sont punis des peines prévues par l'alinéa 2 de l'article 402 du Code pénal, les gérants qui, frauduleusement, ont soustrait les livres de la société, détourné ou dissimulé une partie de son actif ou, soit dans les écritures, soit par des actes publics, ou des engagements sous signature privée, soit par le bilan, ont reconnu la société débitrice des sommes qu'elle ne devait pas (art. 3 du décret du 8 Août 1935).

CHAPITRE VI

LA CONCLUSION

La partie de la loi du 7 Mars 1925, qui concerne la gérance de la S.A.R.L., est vraiment complète.

Depuis son vote, elle n'a pas eu besoin d'être complétée. En d'autres termes, elle a en somme tout prévu. Il faut donc rendre justice à ses promoteurs qualifiés. Cet hommage ne doit pas faire croire qu'elle est irréprochable. Loin de là, elle contient trop de dérogations au droit commun.

Ces dérogations n'ont pas, en général, grande importance. En effet, elles ne vont pas contre les grands normes juridiques. Toutefois, elle comporte une dérogation qui met en jeu l'harmonie et l'unité de vue de la législation française.

Cette grave dérogation est prévue par l'alinéa 2 de l'art. 24 de la loi du 7 Mars 1925. D'après ce dernier : « sauf stipulation contraire des statuts, les gérants ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la société en toutes circonstances ; toute limitation contractuelle des pouvoirs des gérants est sans effet à l'égard des tiers ».

Or, la tradition juridique française veut que les pouvoirs du ou des gérants soient librement déterminés par les associés. Par ailleurs, elle désire qu'ils fassent l'objet d'une publicité. Cette publicité a pour but de rendre opposables aux tiers les pouvoirs conférés au ou aux gérants. Ce système apprécie et garantit à la fois, l'intérêt des associés et celui des

tiers. Il doit être préféré au système préconisé par l'alinéa 2 de l'art. 24 de la loi du 7 Mars 1925 qui prend uniquement en considération l'intérêt des tiers. Ce dernier système se justifie dans une législation où il n'y a pas de publicité. Il n'a pas de raison d'être dans la législation française qui fait une large part à la publicité. En conséquence, nous le condamnons. Cette condamnation est aussi prononcée par la société des études législatives qui propose sa suppression. Mais le verrons-nous bientôt supprimé officiellement par les assemblées parlementaires ? Nous ne le pensons pas, car cette question est franchement trop technique. Or, le législateur se désintéresse des questions d'ordre technique pour consacrer toute son énergie aux discussions d'ordre politique.

Vu : *Le Doyen,*
E. ALLIX.

Vu : *Le Président,*
RUPERT.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSEY.

BIBLIOGRAPHIE

- ATHANOSOVICI (C.). — Les pouvoirs des gérants dans les S.A.
R.L., thèse, Paris 1929.
- AUGER (B.) et MICHEL (R.). — Traité et formulaire des S.A.
R.L., Choisy-le-Roi 1929.
- AUSCHER (R.). — Les S.A.R.L., Paris, 1926.
- BAUDOUIN BUGNET (P.). — Les S.A.R.L. en France (loi du 7
Mars 1925). Paris 1925.
- BERESNIKOFF (A.). — De la mesure dans laquelle les dispo-
sitions législatives sur les S.A.R.L. sont d'ordre public,
thèse, Paris 1931.
- BROCHE (G.). — De quelques caractères de la gérance dans
la S.A.R.L., thèse, Paris 1933.
- CARLOT (Jeanne). — Les S.A.R.L., leur régime fiscal Charle-
ville 1929.
- CHAPSAL (F.). — Des S.A.R.L., leur régime d'après la loi du
7 Mars 1925. Mayenne 1926.
- COPPER ROYER (J.). — Les S.A.R.L. en droit français. Mayen-
ne 1931.
- DROUETS (G.). — Traité théorique et pratique des S.A.R.L.
Bordeaux 1927.
- GAIN (R.). — Les S.A.R.L. Paris 1927.
- GUILIANI (A.). — Les S.A.R.L. Lyon 1925.
- HOUPIN et BOSVIEUX. — Traité général théorique et pratique
des sociétés civiles et commerciales, tome 3, 1935.
- LAMY (P.). — Des limitations statutaires ou contractuelles des
pouvoirs des gérants dans les S.A.R.L., thèse, Dijon 1929.
- LEFEBVRE (R.) et LEFEBVRE (J.). — La S.A.R.L., son régime
fiscal, ses avantages. Meulan 1937.
- LEPARGNEUR (J.). — La loi nouvelle sur les S.A.R.L. Bordeaux
1925.

- LYON CAEN (C.), RENAULT (L.) et AMIAUD (A.). — *Traité de droit commercial*, tome 2, partie 2, 1929.
- MENNETRIER (R.). — *Les S.A.R.L., commentaires pratiques, organisation fiscale et comptable, formules*. Villeneuve-Saint-Georges, 1932.
- MOREAU (R.) et BEROT (G.). — *Guide pratique des S.A.R.L.* Paris 1925.
- MOREL (R.). — *Cours de droit civil*, tome 2, 1933-1934.
- PARISOT (L.). — *Traité formulaire théorique et pratique des S.A.R.L.* Mayenne 1934.
- PAVES (L.). — *Critique de la S.A.R.L., conseils pour la rédaction des statuts*. Paris 1928.
- PIC (P.) et BARATIN (F.). — *Des S.A.R.L.*, Choisy-le-Roi 1929.
- PIC (P.). — *Traité général des sociétés commerciales*, tome 3, 1925.
- PIOT (G.). — *Traité théorique et pratique des S.A.R.L.* Paris 1926.
- POTTIER (A.). — *Les S.A.R.L., commentaires, critiques et formulaire*. Chartres 1930.
- RIPERT (G.). — *Cours de droit commercial*, 1934-1935.
- TAUZIN (J.). — *Memento pratique et formulaire des S.A.R.L.* Bar-le-Duc, 1926.
- THALLER (E.). — *Traité élémentaire de droit commercial*, revu et mis à jour par PERCEROU (J.), tome I, 1931.

Périodiques

- Annales de droit commercial.*
- Bulletin de la société des études législatives.*
- Gazette du Palais* (suppléments au journal judiciaire quotidien et le recueil mensuel des sommaires).
- Journal des tribunaux.*
- Journal de jurisprudence commerciale et maritime.*
- Journal des sociétés civiles et commerciales.*

Journal des tribunaux de commerce.

Journal ou recueil des arrêts des Cours d'Appel de Bordeaux
et de Poitiers.

Jurisprudence de la Cour d'Appel de Douai.

La semaine juridique.

Recueil de droit commercial et de droit social.

Recueil de jurisprudence.

Recueil de jurisprudence commerciale et maritime du Havre.

Recueil de jurisprudence des Cours d'Appel de l'Est.

Recueil de la Gazette des Tribunaux.

Recueil des arrêts de la Cour de Rennes.

Recueil des arrêts des Cours de Rouen et de Caen.

Recueil des sommaires de la jurisprudence française.

Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de législa-
tion coloniale et maritime.

Recueil général des lois et des arrêts (Sirey).

Recueil juridique des sociétés.

Recueil Sirey (suppléments aux lois annotées).

Recueil hebdomadaire de jurisprudence (Dalloz).

Recueil périodique et critique de jurisprudence, de législa-
tion et de doctrine en matière civile, commerciale et cri-
minelle, administrative et de droit public (Dalloz).

Revue générale de droit de faillite et de liquidation judiciaire.

Revue critique de législation et de jurisprudence.

Revue pratique de législation et de jurisprudence du Tribunal
de Commerce de la Seine.

Revue spéciale de doctrine et de jurisprudence concernant
les sociétés.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — <i>Qui peut être gérant</i>	11
A. — Nécessité de la capacité de s'obliger	15
B. — Ne pas être déchu du droit de gérer	17
C. — Certaines incompatibilités	29
D. — Les restrictions statutaires	31
CHAPITRE II. — <i>La nomination du ou des gérants</i>	33
A. — La forme de la nomination	33
a) La nomination par les statuts	36
b) La nomination par acte postérieur	39
B. — Le nombre de nomination	45
C. — Le caractère de la nomination	47
D. — L'acceptation de la nomination	47
E. — La publicité de la nomination	48
a) Dépôt au greffe du tribunal	48
b) La publication dans un journal d'annonces légales	52
c) L'inscription au registre du commerce	54
CHAPITRE III. — <i>La cessation des fonctions du ou des gérants</i>	59
A. — La cessation par voies accessoires	59
a) Des causes conformes au contrat de société	59
b) Causes accidentelles au contrat de société	61
c) Causes qui tiennent à la personnalité des associés	62
d) Dissolution judiciaire	62
B. — La cessation par voies principales	63
CHAPITRE IV. — <i>Les pouvoirs du ou des gérants</i>	83
A. — L'étendue des pouvoirs du ou des gérants	84
B. — La qualité des pouvoirs du ou des gérants	102
C. — La rémunération du ou des gérants	104
D. — La durée des pouvoirs du ou des gérants	107
CHAPITRE V. — <i>La responsabilité du ou des gérants</i>	109
A. — La responsabilité civile du ou des gérants	109
B. — La responsabilité pénale du ou des gérants	118
CHAPITRE VI. — <i>La Conclusion</i>	123
BIBLIOGRAPHIE	125
PERIODIQUES	126

